

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/16433]

9 DECEMBRE 2020. — Décret-programme portant diverses mesures visant à faire face aux conséquences de la crise du Coronavirus, aux Bâtiments scolaires, aux Fonds budgétaires, au Fonds Ecureuil, à WBE, à la Santé, aux Médias, à l'Education permanente, aux Bourses d'étude, à la Recherche scientifique et à l'Enseignement obligatoire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE 1^{er}. — *Dispositions visant à faire face aux conséquences de la crise du coronavirus*

CHAPITRE 1^{er}. — *De la création d'un service administratif à comptabilité autonome pour l'urgence et le redéploiement des compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles*

Article 1^{er}. La Cellule Urgence et Redéploiement du Secrétariat général, constitue un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5^o, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française. Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre du Budget et a pour mission d'encadrer les aspects financiers des mesures d'urgence et de redéploiement décidés en Communauté française.

Art. 2. La Cellule Urgence et Redéploiement du Secrétariat général, dispose des ressources suivantes:

1^o les soldes disponibles en crédits d'engagement et de liquidation, déterminés à la fin de l'année budgétaire 2020, du fonds d'urgence et de soutien inscrit à l'article budgétaire 01.05-02 de la division organique 11, du budget des dépenses 2020;

2^o toute dotation arrêtée par le Gouvernement à charge du budget des dépenses;

3^o des moyens versés par l'Union européenne dans le cadre du plan de relance et résilience (RRF);

4^o des transferts en provenance d'autres entités.

CHAPITRE II. — *Du soutien à la Culture*

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n^o 4 du 23 avril 2020 relatif au soutien au secteur culturel dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, confirmé par le décret du 12 novembre 2020, il est inséré un article 6/1 ainsi libellé comme suit:

« Art. 6/1. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions visant à soutenir le secteur culturel dans le cadre de son redéploiement à la suite de la crise sanitaire du COVID-19. Ces subventions constituent des aides ponctuelles.

Peuvent être éligibles à ces subventions:

1^o les artistes;

2^o les opérateurs exerçant des activités dans une finalité directe ou indirecte d'intérêt général ressortissant des compétences culturelles de la Communauté française.

§ 2. Ces subventions sont octroyées sur la base d'appels à projets, de dispositifs d'aide à la création, d'aide aux projets, de diffusion et de médiation culturelle, ainsi que dans la perspective du renforcement de la chaîne du livre, dans les conditions fixées par le Gouvernement.»

§ 2. A l'article 6 du même arrêté, les termes «et les subventions» sont insérés entre «financières» et «visées».

CHAPITRE III. — *Du soutien à l'Aide à la jeunesse*

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement peut décider d'octroyer une subvention exceptionnelle aux services agréés en aide à la jeunesse afin de leur permettre d'engager du personnel supplémentaire pour garantir l'accueil, l'hébergement et l'encadrement, selon le cas, de mineurs en difficulté, de mineurs en danger, ainsi que de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

§ 2. Les services agréés pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont:

1^o les services résidentiels généraux visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels généraux;

2^o les services résidentiels spécialisés visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels spécialisés;

3^o les services résidentiels d'urgence visé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'urgence;

4^o les services résidentiels d'observation et d'orientation visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation;

5^o les services d'accompagnement en accueil familial visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil familial;

6^o les services d'accompagnement visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement;

7^o les services d'action en milieu ouvert visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'action en milieu ouvert;

8° les services d'accompagnement des protutelles visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatifs aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement des protutelles;

9° les services d'actions restauratrices et éducatives visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatifs aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives;

10° les services organisant des projets éducatifs particuliers, tels que visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2019 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet éducatif particulier.

11° les services d'accompagnement du parrainage visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2019 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement du parrainage;

12° les services Maisons de l'adolescent visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services Maisons de l'adolescent;

13° les services d'accrochage scolaire visés par le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

Art. 5. § 1er. La subvention exceptionnelle visée à l'article 4 est accordée pour autant que les dépenses engagées répondent aux conditions suivantes:

1° l'engagement de personnel s'effectue exclusivement pour l'accueil, l'hébergement et l'encadrement, selon le cas, de mineurs en difficulté, de mineurs en danger, ainsi que de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;

2° l'engagement du personnel s'effectue via un contrat à durée déterminée d'une durée maximale de six mois, renouvelable une fois;

3° au plus tard au jour de la signature de son contrat, le personnel doit fournir l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 2. La subvention exceptionnelle ne peut être accordée qu'au cours des années 2020 et 2021.

CHAPITRE IV. — *Du soutien au Sport*

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions exceptionnelles aux opérateurs visés au paragraphe 3 qui connaissent des difficultés financières suite à la crise sanitaire de la Covid-19.

§ 2. Cette subvention exceptionnelle ne pourra être accordée qu'au cours des années 2020 et 2021 et dans les conditions fixées par le Gouvernement.

§ 3. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont:

1° les fédérations et associations sportives reconnues par la Communauté française en vertu des articles 30 à 37 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

2° les cercles affiliés, depuis au moins une année civile accomplie, à une fédération ou association sportive reconnue par la Communauté française.

CHAPITRE V. — *Du soutien à la Jeunesse*

Art. 7. § 1. Le Gouvernement peut octroyer des subventions exceptionnelles aux opérateurs visés au paragraphe 3 qui connaissent des difficultés financières suite à la crise sanitaire de la Covid-19.

§ 2. Cette subvention exceptionnelle ne pourra être accordée qu'au cours des années 2020 et 2021 et dans les conditions fixées par le Gouvernement.

§ 3. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont:

1° les organisations de jeunesse agréées en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

2° les centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

Art. 8. Les organisations de jeunesse qui introduisent une demande de reconnaissance en 2021 prennent en considération l'année 2019 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 5 à 10 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les organisations de jeunesse ne peuvent prendre l'année 2019 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 mars 2021 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 5 à 10 du décret précité. Les organisations de jeunesse motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2019 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 9. Les organisations de jeunesse qui introduisent des demandes d'admission dans des dispositifs particuliers en 2021 prennent en considération l'année 2019 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 15 à 32 du décret précité.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les organisations de jeunesse ne peuvent prendre l'année 2019 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 mars 2021 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 15 à 32 du décret précité. Les organisations de jeunesse motivent expressément dans leur dossier de demande d'admission les raisons pour lesquelles l'année 2019 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 10. Les organisations de jeunesse qui introduisent, en 2021, des demandes de changement de classement au sein des catégories d'organisations de jeunesse visées aux articles 7 à 9 prennent en considération l'année 2019 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 14 du décret précité.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les organisations de jeunesse ne peuvent prendre l'année 2019 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 mars 2021 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 14 du décret précité. Les organisations de jeunesse motivent expressément dans leur dossier de demande de changement de catégorie les raisons pour lesquelles l'année 2019 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 11. Les associations qui introduisent une demande de reconnaissance en 2021 prennent en considération l'année 2019 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1 à 8 et 10 à 14 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2019 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 mars 2021 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1 à 8 et 10 à 14 du décret précité. Les associations motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2019 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 12. Les associations qui introduisent une demande de renouvellement d'agrément pour les années 2022 à 2025 prennent en considération l'année 2019 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1^{er} à 8 et 10 à 14 du décret précité à condition que leur demande soit déposée au plus tard pour le 30 avril 2021.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2019 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 mars 2021 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1 à 8 et 10 à 14 du décret précité.

Pour les associations qui introduisent une demande de renouvellement d'agrément pour les années 2022 à 2025, l'évaluation quadriennale visée aux articles 10 à 14 du décret précité porte sur les années 2018, 2019 et 2021.

Art. 13. Les associations qui introduisent une demande de changement de catégorie prennent en considération l'année 2019 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 15, §1^{er} du décret précité à condition que leur demande soit déposée au plus tard pour le 30 juin 2021. Les demandes de renouvellement d'agrément ne sont pas visées par le présent article.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2019 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 mars 2021 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 15 du décret précité. Les associations motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2019 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 14. Les associations qui introduisent une nouvelle demande d'admission dans un dispositif particulier prennent en considération l'année 2019 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 16 à 20 du décret précité à condition que leur demande soit déposée au plus tard pour le 30 juin 2021. Les demandes de renouvellement d'agrément ne sont pas visées par le présent article.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2019 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 mars 2021 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 16 à 20 du décret précité. Les associations motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2019 n'est pas prise en compte comme année de référence.

CHAPITRE VI. — *Du soutien à l'Enseignement supérieur*

Art. 15. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, il est ajouté un alinéa libellé comme suit: «En 2020 ou en 2021, un montant unique et exceptionnel de 1.875.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents.»;

2° au § 2, il est ajouté un alinéa libellé comme suit: «En 2020 ou en 2021, un montant unique et exceptionnel de 4.375.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents.».

Art. 16. A l'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est ajouté un alinéa libellé comme suit: «En 2020 ou 2021, un montant unique et exceptionnel de 3.250.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents.».

Art. 17. Dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), troisième partie, il est inséré un titre V, rédigé comme suit:

TITRE V. — *Fonctionnement des Ecoles supérieures des Arts*

Article 60sexies. - Une allocation unique et exceptionnelle, ou financement complémentaire, de fonctionnement est allouée, en 2020 ou en 2021, aux Ecoles supérieures des Arts au titre de participation au financement de leurs dépenses de fonctionnement. Celle-ci est établie à 500.000 euros.

Article 60septies. - L'allocation visée à l'article 60sexies est répartie entre les Ecoles supérieures des Arts en fonction du rapport entre le nombre des étudiants finançables de l'année académique 2019-2020 de l'Ecole supérieure des Arts et le nombre des étudiants finançables de la même année académique de l'ensemble des Ecoles supérieures des Arts.».

Art. 18. Un financement unique et exceptionnel est alloué en 2020 ou en 2021, aux Universités pour 6.500.000 euros, aux Hautes Ecoles pour 2.500.000 euros et aux Ecoles supérieures des Arts pour 300.000 euros, en complément de financement pour leur fonctionnement.

Art. 19. Chacun des montants visés à l'article 18 est réparti entre les Universités, entre les Hautes Ecoles, entre les Ecoles supérieures des Arts en fonction des nombres des étudiants finançables des Universités, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts, tels qu'ils ont été validés par les Commissaires et Délégués du Gouvernement pour l'année académique 2019-2020 et sans application de l'alinéa 2 de l'article 8 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études.

Chaque Université, chaque Haute Ecole, chaque Ecole supérieure des Arts reçoit, en complément de financement pour son fonctionnement 2020, le résultat de la multiplication du montant dédié aux Universités, du montant dédié aux Hautes Ecoles, du montant dédié aux Ecoles supérieures des Arts, par le rapport entre le nombre de ses étudiants finançables et le total des étudiants finançables des Universités, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts.

Art. 20. Le financement exceptionnel visé à l'article 18 ne peut être consacré qu'à des dépenses de fonctionnement de l'institution, en ce compris les dépenses relatives à l'aide financière accordée aux personnels de l'institution qui sont la conséquence directe ou indirecte des mesures prises pour lutter contre la propagation du coronavirus COVID-19 ou à des dépenses de personnel visant à prolonger la durée des mandats des personnels temporaires de l'institution affectés par ces mesures.

Art. 21. Le contrôle de l'utilisation du financement exceptionnel visé à l'article 18 et de son affectation dans le respect des conditions fixées à l'article 20 est opéré par les Commissaires et Délégués du Gouvernement.

L'Université, la Haute Ecole, l'Ecole supérieure des Arts transmet au Commissaire-Délégué du Gouvernement, avec copie à la Direction générale en charge de l'Enseignement supérieur, un compte spécifique des dépenses imputées sur ce financement exceptionnel, classées selon leurs objets, ainsi que le montant total engagé et liquidé sur ce financement et met à disposition du Commissaire-Délégué toutes pièces justificatives utiles à leur contrôle.

Le cas échéant, le montant ou la partie du montant de financement exceptionnel non justifié par l'Université, la Haute Ecole, l'Ecole supérieure des Arts est déduit de l'allocation de fonctionnement, de l'allocation globale, de la dotation ou de la subvention de fonctionnement de l'institution de l'année 2021.

Art. 22. Complémentairement au financement exceptionnel octroyé en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 11 du 14 mai 2020 relatif au soutien du secteur de l'enseignement supérieur dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19, un financement unique et exceptionnel de 2.285.000 euros est alloué, en 2020 ou en 2021, aux Universités, aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts, en complément de financement de leurs subsides sociaux.

Art. 23. Le montant visé à l'article 22 est réparti de la manière suivante entre les Universités, les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts:

1° chaque Université, Haute Ecole et Ecole supérieure des Arts se voit attribuer respectivement 4, 2 et 1 points pour les étudiants boursiers, les étudiants de condition modeste et les autres étudiants inscrits dans l'Université, la Haute Ecole ou l'Ecole supérieure des Arts au cours de l'année académique 2019-2020, tels qu'ils ont été validés par les Commissaires et Délégués du Gouvernement pour l'application du décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur;

2° chaque Université, Haute Ecole et Ecole supérieure des Arts reçoit, en complément de financement de ses subsides sociaux 2020, le résultat de la multiplication du montant visé à l'article 23 par le rapport entre le total des points lui attribué et le total des points attribué à l'ensemble des Universités, Hautes Ecoles et Ecoles supérieures des Arts en vertu du 1°. Toutefois, les établissements qui comptent jusqu'à 300 étudiants se voient attribuer un montant forfaitaire de 5.000 EUR et les établissements qui comptent jusqu'à 800 étudiants se voient attribuer un montant forfaitaire de 10.000 EUR.

Art. 24. Le financement exceptionnel visé à l'article 22 ne peut être consacré qu'à des aides directes à l'étudiant. Celles-ci ne peuvent être accordées à l'étudiant par l'Université, la Haute Ecole, l'Ecole supérieure des Arts que lorsque les pertes et les coûts subis par l'étudiant sont la conséquence directe ou indirecte des mesures prises pour lutter contre la propagation du coronavirus Covid-19.

Art. 25. Le contrôle de l'utilisation du financement exceptionnel visé à l'article 22 et de son affectation dans le respect des conditions fixées à l'article 24 est opéré par les Commissaires et Délégués du Gouvernement.

L'Université, la Haute Ecole, l'Ecole supérieure des Arts transmet au Commissaire-Délégué du Gouvernement, avec copie à la Direction générale en charge de l'Enseignement supérieur, le nombre de dossiers des aides directes à des étudiants imputées sur ce financement exceptionnel, leurs objets, ainsi que le montant total engagé et liquidé pour ces dossiers et met à disposition du Commissaire-Délégué toutes pièces justificatives utiles à leur contrôle.

Le cas échéant, le montant ou la partie du montant de financement exceptionnel non justifié par l'Université, la Haute Ecole, l'Ecole supérieure des Arts est déduit des subsides sociaux de l'institution de l'année 2021.

Art. 26. Par dérogation à l'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat, pour les internats dépendant de l'enseignement supérieur, un nouveau calcul de l'encadrement n'est réalisé le 15 octobre 2020 que dans l'hypothèse où le nombre d'internes inscrits régulièrement à cette date s'avère plus favorable que le nombre d'internes inscrits régulièrement à la date du 15 octobre 2019.

CHAPITRE VII. — *Du soutien à l'Enseignement de Promotion sociale*

Art. 27. Une subvention unique et exceptionnelle de 2.500.000 euros est octroyée, en 2020 ou en 2021, aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale, pour faire face à la crise de la Covid-19.

Art. 28. Le montant visé à l'article 27 est réparti entre les pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale en fonction du nombre d'apprenants régulièrement inscrits en 2018-2019.

Art. 29. Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un article 120*decies*, rédigé comme suit:

«Art. 120*decies*. Des appels à collaboration, ayant pour objectif la création par les enseignants de séquences pédagogiques en e-learning, peuvent être lancés annuellement. Ces séquences pédagogiques seront mutualisées au profit de tous les établissements de l'enseignement promotion sociale.

Ces appels à collaboration s'adressent à tous les pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale.

Un montant annuel de 300.000 euros, dans les limites des crédits disponibles, est consacré à la rétribution des concepteurs des dites séquences pédagogiques.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités de ces appels à collaboration.».

CHAPITRE VIII. — *Du soutien à l'Enseignement obligatoire**Section 1^{er}*. — Dispositions relative à la stratégie numérique dans l'enseignement

Art. 30. A l'article 1.7.2-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et mettant en place le tronc commun, il est inséré un §3bis rédigé comme suit:

§ 3bis. Dans l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, sont considérés comme des frais scolaires les frais engagés sur base volontaire par l'élève majeur, par les parents ou la personne investie de l'autorité parentale pour l'élève mineur, liés à l'achat ou à la location, d'un matériel informatique proposé ou recommandé et personnel à l'élève; à condition que ces frais soient engagés dans le cadre et les conditions fixés par la Communauté française en vue du développement de la stratégie numérique à l'école.

Pour le matériel visé à l'alinéa précédent, un fournisseur peut être proposé ou recommandé dans le respect de l'article 1.7.3-3 et des règles fixées par le Gouvernement.

Section II. — Disposition modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 31. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 20, § 1er, il est ajouté un 4ème alinéa, rédigé comme suit:

«Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, pour l'année scolaire 2020-2021, les transferts de périodes-professeurs attribuées au premier degré vers les autres degrés sont autorisés sans qu'une limite soit fixée, pour autant que les trois conditions énumérées à l'alinéa 1^{er} soient rencontrées.».

Art. 32. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 23, il est ajouté un 7ème alinéa, rédigé comme suit:

«Le Gouvernement peut décider, pour l'année scolaire 2020-2021 de postposer les effets à la baisse du comptage au 1^{er} octobre 2020 à une date ultérieure, qu'il détermine.».

Section III. - Disposition relative à l'encadrement dans les internats de l'enseignement obligatoire ordinaire

Art. 33. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, de de l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat, pour les internats dépendant de l'enseignement obligatoire, l'encadrement calculé au 30e jour qui suit le début de l'année scolaire 2020-2021 n'est pas revu à la baisse s'il est inférieur à celui calculé le 30e jour qui suit le début de l'année scolaire 2019-2020.

Section IV. — Disposition relative aux normes de maintien des internats

Art. 34. Par dérogation aux articles 2, § 2, et 3, § 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, le calcul du nombre d'élèves internes régulièrement inscrits est réalisé le 1^{er} octobre 2020 uniquement si ce nombre est plus favorable que le nombre d'élèves internes régulièrement inscrits au 1^{er} octobre 2019. Le cas échéant, c'est le nombre au 1^{er} octobre 2019 qui sera pris en considération pour le maintien ou le subventionnement de l'internat concerné.

Section V. - Dispositions relatives à l'octroi des moyens de fonctionnement des établissements d'enseignement ordinaire, spécialisé, des CEFA, des internats du fondamental et du secondaire et des ESAHR.

Art. 35. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est ajouté un article 49bis rédigé comme suit:

«Article 49bis. – Pour l'année budgétaire 2020, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, un montant de 20.000.000 d'euros est octroyé aux écoles d'enseignement spécialisé, aux écoles d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire ordinaire, aux Centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA) aux Internats du fondamental et du secondaire, ainsi qu'aux écoles d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, pour les soutenir dans la mise en place, passée ou à venir, de protocoles sanitaires.

Un montant est octroyé par école ou établissement, sur base d'un forfait par élève, liquidé au plus tard le 31 décembre 2020, forfait déterminé sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école, ou dans chaque établissement coopérant du CEFA, à la date du 15 janvier 2020. Pour les écoles ou implantations créées ou admises aux subventions au 1^{er} septembre 2020, le montant est calculé sur la base des élèves régulièrement inscrits au 30 septembre ou au 1^{er} octobre 2020, selon le niveau et la forme d'enseignement concernés.».

TITRE II. - Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

CHAPITRE Ier. - Dispositions modificatives du Décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 36. A l'article 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française les modifications suivantes sont apportées:

a) le § 2 est complété par le 22°, rédigé comme suit:

«22° à partir de 2020, le transfert de moyens engagés, au profit du fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française, à l'AB 01.05-02 de la DO 11 Fonds d'urgence, et/ou à charge du service administratif à comptabilité autonome «Cellule urgence et redéploiement» et ce dans le cadre des subventions exceptionnelles PPT COVID-19.»;

b) il est complété par le § 5, rédigé comme suit:

«§ 5 - Les ressources prévues au § 2, 22°, servent à assurer l'hébergement des établissements, internats et centres psycho-médico-sociaux, au sens du § 4, 1° du présent article.».

Art. 37. L'article 13bis, § 2, alinéa 1er, du décret du 5 février 1990 précité, est complété par un 8°, rédigé comme suit:

«8° en 2020, le transfert de:

- 1.587.000,10 euros provenant de l'AB 01.08.01 de la DO 44 pour le réseau officiel subventionné;
- 522.599,96 euros provenant de l'AB 01.08.01 de la DO 44 pour le réseau officiel organisé;
- 1.537.399,94 euros provenant de l'AB 01.08.01 de la DO 44 pour le réseau libre subventionné.».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 38. Dans le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit:

«Art. 1/1. § 1er. Le service chargé du programme prioritaire de travaux constitue un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française. Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions.

§ 2. Le service administratif à comptabilité autonome «programme prioritaire de travaux» est alimenté par les ressources suivantes:

- 1° les montants prévus à l'article 7/1 du présent décret;
- 2° des dotations exceptionnelles décidées par le Gouvernement à charge du budget général des dépenses.».

Art. 39. A l'article 7 du décret du 16 novembre 2007 précité, le § 1er/1 est remplacé par ce qui suit:

«§ 1er/1. Un montant annuel de 4 millions d'euros est attribué aux implantations à faible taux d'occupation, ainsi qu'aux écoles identifiées comme présentant un écart significatif de performance par rapport à la moyenne des écoles comparées et devant élaborer un dispositif d'ajustement conformément aux articles 1.5.2-13 et 1.5.2-16 du Code de l'enseignement.

Le Gouvernement définit la notion d'implantation à faible taux d'occupation, ainsi que les modalités de transmission au Gouvernement des données concernant les implantations visées par le présent alinéa.

Ce montant est réparti entre les implantations à faible taux d'occupation et les écoles identifiées comme présentant un écart de performance par rapport à la moyenne des écoles comparées, à part égale. Toutefois, si au 1^{er} septembre, une partie de ce montant n'a pas encore été engagée par l'un des types d'implantations ou d'écoles visés à l'alinéa 1er, ce solde est transféré dans l'enveloppe des crédits pour l'autre type d'implantations ou d'écoles.

Le montant annuel de 4 millions d'euros est adapté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2017.

Les articles 5, § 2, 7, § 2, 9 et 11, du présent décret ne s'appliquent pas.

Par dérogation à l'article 8 du présent décret relatif au pourcentage d'intervention, les dossiers introduits pour prise en charge sur l'enveloppe visée à l'alinéa 1er, sont subventionnés à 100% du montant de l'investissement dans les implantations considérées, avec un montant de subvention maximum de 575.000 euros indexés.

En ce qui concerne le montant visé à l'alinéa 1er, et attribué aux écoles identifiées comme présentant un écart de performance par rapport à la moyenne des écoles, les moyens financiers sont répartis entre les écoles par le Gouvernement conformément aux critères précisés à l'article 6 du présent décret et selon les modalités fixées par le Gouvernement.».

Art. 40. Dans le décret du 16 novembre 2007 précité, il est inséré un article 7/1, rédigé comme suit:

«Art. 7/1. Le service administratif à comptabilité autonome est doté à charge du budget des dépenses de la Communauté française. Le montant de la dotation annuelle est fixé par arrêté du Gouvernement sur base des dispositions prévues à l'article 7 du présent décret et des dotations exceptionnelles supplémentaires qui peuvent également être octroyée sur décision du Gouvernement.».

Art. 41. Dans le décret du 16 novembre 2007 précité, il est inséré un article 7/2, rédigé comme suit:

«Art. 7/2. § 1er. En 2020, une enveloppe exceptionnelle de 15.000.000 euros est inscrite à charge du service administratif à comptabilité autonome «Cellule urgence et redéploiement» afin de permettre la prise en charge des dossiers introduits et priorités suite à l'appel à projet défini par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 19 du 4 juin 2020, et confirmé par le décret du 9 décembre 2020.

§ 2. Ces moyens seront exclusivement alloués à la prise en charge des dossiers déjà priorités et ce selon les modalités de prise en charge prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 19 du 4 juin 2020 et confirmé par le décret du 9 décembre 2020.»

TITRE III. — *Dispositions relatives aux fonds budgétaires*

Art. 42. Dans l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

- 1° les fonds visés aux points suivants sont supprimés:
 - ligne 9 visant les infrastructures culturelles,
 - ligne 16 visant la formation socioculturelle
 - ligne 53 visant le cofinancement d'activités liées à la Présidence belge du Comité des ministres du Conseil de l'Europe
 - ligne 62 visant des dépenses relatives au Creative Europe Desk et aux projets européens
 - ligne 66 visant le soutien à la culture francophone
 - ligne 67 visant le soutien à la performance de l'enseignement obligatoire francophone
 - ligne 75 relatif au cofinancement européen dans le secteur de la Jeunesse (rémunération)
 - ligne 76 relative au cofinancement européen dans le secteur de la Jeunesse (dépenses hors rémunération);

2° au point 69, il est ajouté, dans la colonne «Nature des recettes affectées», une nouvelle ligne, rédigée comme suit:

«Allocations, subsides et autres montants reçus en provenance de l'Union européenne ou d'autres institutions européennes ou internationales, en raison de la participation de l'ONAD à des projets en matière de lutte contre le dopage, en ce compris en ce qui concerne la prévention, l'information, l'éducation, la communication et/ou la sensibilisation à l'antidopage et aux valeurs d'un sport intègre».

TITRE IV. — Dispositions relatives au fonds écureuil

Art. 43. Dans le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française, il est inséré un article 15bis rédigé comme suit:

«Art 15bis. § 1er. Le Fonds Ecureuil confie l'ensemble de ses avoirs financiers sur des comptes ouverts à son nom dans l'entreprise de crédit assurant les fonctions de Caissier des services du Gouvernement de la Communauté française, tels que visés par le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. Le Fonds Ecureuil confie au Caissier l'exécution matérielle de ses opérations de recettes et dépenses et la tenue de ses comptes financiers, à l'exception des comptes techniques de transfert, selon les conditions définies par le " Contrat de Caissier " qui lie la Communauté française et son Caissier.

Ces comptes techniques sont définis comme étant des comptes ouverts auprès d'une autre institution bancaire que le Caissier dans le but de verser temporairement les flux découlant d'opérations financières spécifiques réalisées par eux.

§ 3. Le Caissier détermine l'état global, c'est-à-dire la position nette de trésorerie déterminée à partir de l'ensemble des soldes de tous les comptes financiers de la Communauté française et des organismes ayant été intégrés.

Les comptes financiers du Fonds Ecureuil intégrés à l'état global ne portent pas d'intérêt créditeur et/ou débiteur à son bénéfice ou à sa charge.».

Art. 44. - Dans le décret du 20 juin 2002 précité, l'article 22 est remplacé par ce qui suit:

«Art. 22 Le placement des réserves du Fonds doit s'opérer en actifs constitués de produits de taux d'intérêt; dont des instruments dérivés dans le cadre d'une stratégie financière de couverture.

Au 31 décembre de chaque année, les réserves du Fonds doivent être intégrées dans les comptes ouverts à son nom dans l'entreprise de crédit assurant les fonctions de Caissier des services du Gouvernement de la Communauté française tels que visés par le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.».

TITRE V. — Dispositions relatives à WBE

Art. 45. A l'article 38 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française tel que modifié par le décret du 18 décembre 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit: «En 2020, le montant visé à l'alinéa 1er, 1°, est augmenté d'un montant de 4.274.000 euros. A partir de 2021, le montant visé à l'alinéa 1er, 1°, est augmenté d'un montant de 10.951.000 euros.»;

2° à l'alinéa 5, les mots «2020,» sont abrogés.

Art. 46. A l'article 11, § 2, alinéa 2, du décret spécial du 7 février 2019 précité les mots «À partir du 1^{er} janvier 2020 et au plus tard le 31 août 2020, le Conseil WBE aura transmis l'exercice des compétences de pouvoir organisateur suivantes:» sont remplacés par les mots «A une date fixée par le Gouvernement sur proposition du Conseil WBE, ce dernier transmet l'exercice des compétences de pouvoir organisateur suivantes:».

L'alinéa 3 du même paragraphe est abrogé.

Art. 47. L'article 80 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française est remplacé par ce qui suit:

«Art. 80. Par dérogation à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1er, pour la conclusion du premier contrat de gestion, le 31 mars 2021 au plus tard, le Gouvernement sollicite l'avis du Parlement sur les éléments constitutifs du contrat de gestion, tels qu'il les propose dans une note d'intention détaillée.

Par dérogation à l'article 36, § 1er, alinéa 2, le 30 avril 2021, le Parlement remet son avis au Gouvernement.

Par dérogation à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 3, l'administrateur général de WBE désigné consécutivement à la mise en œuvre de l'article 74 transmet un projet de contrat de gestion au Gouvernement le 31 juillet 2021.

Par dérogation à l'article 36, § 2, alinéa 1er, le premier contrat de gestion arrive à échéance le 30 juin 2023.».

TITRE VI. - Dispositions relatives à la santé

Art. 48. A l'article 18 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, les mots «31 décembre 2020» sont remplacés par les mots «31 décembre 2021».

Art. 49. A l'article 19 du même décret, les mots «jusqu'au 31 décembre 2020» sont remplacés par les mots «jusqu'au 31 décembre 2021».

TITRE VII. — Dispositions relatives aux Médias

Art. 50. A l'article 4, § 1er, du décret du 22 octobre 2020 relatif aux aides pour le journalisme d'investigation en Communauté française; le montant «275.000€» est remplacé par «500.000 euros».

TITRE VIII. — Dispositions relatives à l'Education permanente

Art. 51. Dans le décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative, il est inséré un article 39/5 rédigé comme suit:

«Art. 39/5. § 1er. Par dérogation à l'article 15, les reconnaissances des associations ayant introduit leur demande de reconnaissance à durée déterminée en 2019 et ayant fait l'objet d'une décision favorable en 2020 sont reportées d'une année de manière à ce que ces reconnaissances couvrent la période 2021-2023 au lieu de la période 2020-2022.

§ 2. Par dérogation aux articles 9, alinéa 1^{er}, et 14, les augmentations de forfait ayant été demandées en 2019 dans le cadre d'un renouvellement de reconnaissance à durée indéterminée et ayant fait l'objet d'une décision favorable en 2020 prendront effet à partir de 2021 et ce, jusqu'en 2025.».

Art. 52. Dans le même décret, il est inséré un article 39/6 rédigé comme suit:

«Art. 39/6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 26, pour l'année 2021, le Gouvernement n'accorde aucune nouvelle augmentation de forfait ou changement d'axe et/ou de catégorie de forfait.

§ 2. Par dérogation aux articles 9, alinéa 1^{er}, et 14, la période de reconnaissance qui arrive à échéance au cours de l'année civile 2020, est prolongée d'une durée d'un an pour atteindre une durée totale de six ans, dans l'hypothèse où l'association a sollicité un changement dans une catégorie de forfait supérieure et/ou d'axe entraînant des coûts nouveaux.».

TITRE IX. — *Disposition relative aux allocations et bourses d'étude*

Art. 53. Sont acquises définitivement aux étudiants déclarés non finançables, pour autant qu'elles n'aient pas été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou des déclarations fausses ou sciemment incomplètes, les sommes payées indûment par la Direction des Allocations et Prêts d'Etudes de la Communauté française, pour les années académiques de 2016-2017 à 2019-2020 y compris.

Les étudiants ayant déjà remboursé partiellement ou totalement l'allocation d'études, obtenue pour les années académiques 2016-2017 et 2017-2018, à la suite d'une demande de recouvrement de la Direction des Allocations et Prêts d'Etudes du fait de leur caractère non finançable, sont remboursés par la Communauté française.

TITRE X. — *Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur et à la recherche*

Art. 54. À l'article 47, §§ 1^{er} et 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, les mots «et 2020» sont remplacés par les mots «à 2021».

Art. 55. A l'article 1^{er} du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, il est ajouté un nouvel alinéa libellé, comme suit:

«A partir de l'année 2021, un montant additionnel de 3.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. A partir de l'année 2022, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5.».

Art. 56. A l'article 6, § 3, du décret du 30 janvier 2014 précité, les modifications suivantes sont apportées:

1° le point d) est supprimé;

2° le point e) est supprimé.

Art. 57. L'article 7 du même décret est abrogé.

Art. 58. À l'article 40, alinéa 1er, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, un littéra 13° rédigé comme suit est ajouté:

«13° la Commission Genre en Enseignement supérieur (CoGES).».

TITRE XI. — *Dispositions relatives à l'Enseignement obligatoire*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 59. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, le point 3 est remplacé par le point suivant:

«3 - Pour la fonction de professeur:

a) Porteur pour la fonction concernée d'un titre requis: échelle 216.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si ce titre requis est fondé sur un master et a pour titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement, soit la finalité didactique, soit l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur pour cette fonction et qu'il est en plus porteur du certificat de réussite du module de 60 périodes de formation à la pédagogie de l'enseignement artistique à tous niveaux arrêté par le Gouvernement: échelle 415.

b) Porteur pour la fonction concernée d'un titre jugé suffisant: échelle 216 moins une annale».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU)*

Art. 60. Dans le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2e et 3e degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales, à l'article premier, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées:

1° les termes «durant les années scolaires 2018-2019 à 2020-2021» sont remplacés par les termes «durant les années scolaires 2018-2019 à 2021-2022»;

2° les termes «l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre» sont remplacés par les termes «l'article 1.4.3-2, § 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun».

Art. 61. Dans le même décret, à l'article 1er, alinéa 4, les termes «l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre» sont remplacés par les termes «l'article 1.4.3-2, § 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun».

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux Centres de Technologie avancée*

Art. 62. Dans le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, à l'article premier, les modifications suivantes sont apportées:

1° les termes «ainsi que des options de base groupées dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage, conformément à l'article 5 du décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2e et 3e degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales» sont insérés entre les termes «enseignement secondaire spécialisé de forme 4, de plein exercice et en alternance» et les termes «et ceux qui organisent la 3ème phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3»;

2° les termes «ainsi que les élèves du dernier cycle de l'enseignement fondamental et du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire» sont ajoutés in fine après les termes «Pour ce qui est de l'accès aux CTA, il concerne également le 3ème degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire».

Art. 63. Dans le même décret, à l'article 2, les modifications suivantes sont apportées:

1° au point 1°, premier tiret, les termes «la 4e année organisée dans le régime de la CPU,» sont ajoutés avant les termes «le 3e degré et le 4ème degré»;

2° au point 1°, deuxième tiret, les termes «la 4e année organisée dans le régime de la CPU et» sont ajoutés avant les termes «le 3e degré»;

3° il est inséré un point 12° rédigé comme suit:

«12° «Secteur»: les secteurs d'enseignement tels que définis dans l'article 13, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.».

Art. 64. Dans le même décret, à l'article 4, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, alinéa 1er, les termes «Ces montants sont octroyés dans le respect de l'article 61 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française» sont ajoutés in fine;

2° au § 1er, alinéa 2, les termes «sur base d'un plan d'investissement pluriannuel réalisé en concertation entre CTA d'un même secteur» sont ajoutés après les termes «dans le cadre de leurs missions»;

3° au § 1^{er}, alinéa 3, les termes «A l'exception des équipements acquis dans le cadre des projets mentionnés à l'article 6, paragraphe 15,» sont ajoutés avant les termes «Cette double mise à disposition»;

4° il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 6 et 7, rédigé comme suit:

« Outre, la priorité énoncée à l'alinéa précédent, la sélection tiendra compte, dans la mesure du possible, des critères suivants:

- une répartition équitable entre les secteurs tout en évitant un émiettement des projets,
- une répartition qui tient compte de la nature des équipements et des montants attribués les années précédentes,
- la garantie de bonnes conditions d'apprentissage quels que soient les options et secteurs concernés,
- le soutien aux options récemment créées ayant des besoins importants en nouveaux équipements ou aux options dont la fréquentation est en forte progression,
- l'amélioration des conditions de sécurité et d'hygiène,
- le taux d'utilisation de l'équipement,
- le respect des normes environnementales et de sécurité,
- l'innovation en matière d'environnement et de pédagogie. »;

5° il est inséré un § 3, rédigé comme suit:

«§ 3. Les établissements bénéficiaires sont tenus, pour l'achat des équipements subsidiés, de respecter les règles de passation des marchés publics.

A défaut de respecter les règles de passation des marchés publics, ils sont tenus de rembourser la totalité des montants alloués sauf si d'autres modalités de remboursement sont arrêtées par le gouvernement.».

Art. 65. Dans le même décret, à l'article 6, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 14, alinéa 2, il est ajouté un point 10° rédigé comme suit: «10° la gestion administrative et financière des projets visés au paragraphe 15.»;

2° il est inséré un § 15 rédigé comme suit: «§ 15. Les CTA sont encouragés à participer de manière active à tout projet relevant d'une collaboration entre le monde de l'enseignement et le monde de l'entreprise et ayant pour objectif de donner une plus-value à la formation des élèves des options concernées par ce projet.

Dans ce cadre, les CTA sont autorisés à recevoir des équipements sans que ceux-ci fassent l'objet de l'appel à projet annuel visé à l'article 4, paragraphe 1er, alinéa 3.».

Art. 66. Dans le même décret, à l'article 7, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 2, les termes «un montant de 150.000 euros» sont remplacés par les termes «un montant de 160.000 euros»;

2° au § 3, les termes «un montant de 1.150.000 euros» sont remplacés par les termes «un montant de 1.140.000 euros»;

3° il est inséré un § 6, rédigé comme suit: «§ 6. En sus des montants définis aux paragraphes 1 à 5, un montant minimum annuel de 200.000 euros est dédié à la maintenance des équipements des CTA acquis en vertu de l'article 4, paragraphe 1er, alinéa 2.»;

4° il est inséré un § 7, rédigé comme suit: «§ 7. En sus des montants définis aux paragraphes 1 à 6, le Gouvernement octroie un budget annuel dédié au fonctionnement des projets tels que définis à l'article 6, paragraphe 15.»

CHAPITRE IV. - Dispositions relatives aux jurys de sélection et d'évaluation dans le cadre des procédures de recrutement des inspecteurs à titre définitif et des inspecteurs coordonnateurs

Art. 67. Dans l'article 19 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit:

«Le mandat des membres du jury est gratuit. Toutefois, une compensation financière peut être accordée aux membres experts visés à l'alinéa 1er, 4°, selon les modalités fixées par le Gouvernement.»

Art. 68. Dans l'article 28 du décret précité, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit:

«Le mandat des membres du jury est gratuit. Toutefois, une compensation financière peut être accordée aux membres experts visés à l'alinéa 1er, 4°, selon les modalités fixées par le Gouvernement.»

Art. 69. Dans l'article 54, § 4, du décret précité, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit:

«Le mandat des membres du jury est gratuit. Toutefois, une compensation financière peut être accordée au membre expert visé à l'alinéa 1er, 4°, selon les modalités fixées par le Gouvernement.»

Art. 70. Dans l'article 63, § 5, du décret précité, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit:

«Le mandat des membres du jury est gratuit. Toutefois, une compensation financière peut être accordée au membre expert visé à l'alinéa 1er, 4°, selon les modalités fixées par le Gouvernement.»

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux membres des jurys de l'épreuve de certification à l'issue de la formation d'insertion professionnelle des délégués au contrat d'objectifs et des directeurs de zone.*

Art. 71. Aux articles 67, § 3, et 82, § 3, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 3 et 4, rédigé comme suit:

«Le mandat des membres du jury est gratuit. Toutefois, une compensation financière peut être accordée aux membres experts visés à l'alinéa 2, 3°, selon les modalités fixées par le Gouvernement.»

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives à l'encadrement des écoles en création*

Art. 72. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les alinéas 4 à 7 sont ajoutés à la fin de l'article 21quater comme suit:

Par dérogation aux alinéas 1 et 2, un emploi de Directeur-adjoint peut être créé pendant la période de création telle que fixée soit par l'arrêté du Gouvernement relatif à l'admission aux subventions de l'école soit par la décision du Gouvernement relative à la création de l'école conformément à l'article 6, § 2, à partir du 1^{er} octobre de l'année scolaire au cours de laquelle les conditions cumulatives suivantes sont réunies:

- le nombre d'élèves régulièrement inscrits est au moins égal à 375 élèves;
- la moyenne des différences entre le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre d'une année scolaire et le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre de l'année scolaire précédente, établies depuis l'année de création de l'école, est au moins égale à 75.

Si l'une des conditions prévues à l'alinéa précédent n'est plus remplie au 1^{er} octobre d'une année scolaire, l'emploi n'est plus organisé à partir de cette date.

L'emploi créé à l'alinéa 4 ne peut donner lieu à nomination définitive, dans le respect des règles statutaires, que si la norme création fixée à l'alinéa 1^{er} a été atteinte conformément aux dispositions de l'alinéa 1^{er} au 1^{er} octobre d'une année scolaire dans le cadre du processus de création ou conformément aux dispositions de l'article 22, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du présent décret.

Art. 73. A l'article 22, § 5, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice les mots «de l'article 21quater et» sont insérés entre les mots «à l'exception» et «des dispositions prévues à l'article 16, § 2».

CHAPITRE VII. — *Dispositions visant à renforcer les moyens d'encadrement des écoles présentant un écart significatif de performance en-dessous de la moyenne des écoles comparées*

Art. 74. L'article 1.5.2-13 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement Secondaire, et mettant en place le tronc commun est complété par les alinéas suivants:

«L'identification des écoles présentant un écart significatif de performance en-dessous de la moyenne des écoles comparées au sens de l'alinéa 1^{er} est confidentielle. Tout membre des services du Gouvernement, du Service général de l'Inspection, du Service général du Pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux, de Wallonie-Bruxelles-Enseignement, des fédérations de pouvoirs organisateurs, du personnel et des pouvoirs organisateurs des écoles et toute autre personne ayant connaissance de cette identification sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

La divulgation de l'identification des écoles présentant un écart significatif de performance en-dessous de la moyenne des écoles comparées constitue également une pratique déloyale au sens de l'article 1.7.3-3 du Code.

Par dérogation aux alinéas 3 et 4, après s'être concerté avec le directeur, le pouvoir organisateur d'une école peut décider de rendre publique l'identification de son école. Il en informe le directeur de zone compétent et, le cas échéant, sa fédération de pouvoirs organisateurs.»

Art. 75. Dans l'article 1.5.2-17 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le paragraphe 1er, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit: «Dans les 20 jours calendrier du dépôt de la proposition de «dispositif d'ajustement», le délégué au contrat d'objectifs analyse, après concertation avec le directeur, le pouvoir organisateur et, le cas échéant, la fédération de pouvoirs organisateurs, l'adéquation de la proposition de «dispositif d'ajustement» aux objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 et au diagnostic visé à l'article 1.5.2-14, selon la procédure et les modalités définies par le Gouvernement. Cette concertation permet notamment d'envisager l'adéquation et la cohérence des ressources sollicitées en interne et en externe.»;

b) dans le paragraphe 1er, il est inséré un alinéa entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 rédigé comme suit: «En outre, le délégué au contrat d'objectifs procède à une analyse des supports ou ressources sollicités auprès du Gouvernement par l'école dans son «dispositif d'ajustement» en vue d'être communiquée au Gouvernement. Pour ce faire, le délégué au contrat d'objectifs vérifie, au préalable, que les ressources demandées appartiennent bien à la liste visée à l'article 1.5.2-15. Il applique ensuite les critères suivants:

1° la pertinence au regard des actions prioritaires;

2° la pertinence au regard des objectifs d'ajustement;

3° leur cohérence au regard des supports ou ressources sollicitées en interne ou en externe auprès d'autres acteurs que le Gouvernement conformément à l'article 1.5.2-16, § 1er, alinéa 4.

4° la pertinence au regard du diagnostic visé à l'article 1.5.2-14;

la pertinence au regard des indicateurs visés à l'article 1.5.2-13;

1° tout autre critère fixé dans d'autres lois ou décrets.»;

c) le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit: «A l'exception de celles des écoles visées par l'article 1.5.2-20, le délégué coordonnateur transmet au Gouvernement l'analyse visée à l'alinéa 3 pour l'ensemble des écoles identifiées au regard des indicateurs visés à l'article 1.5.2-13 au cours d'une année scolaire. Sur la base de cette analyse et selon les modalités qu'il fixe, le Gouvernement répartit les supports ou ressources entre les écoles et fixe les modalités de cette attribution. L'octroi de ces supports ou ressources est conditionné à la conclusion du protocole de collaboration.»;

d) dans le paragraphe 2, alinéa 1er, les mots «Si à l'issue de cette analyse» sont remplacés par les mots «Si à l'issue de ces analyses»;

e) dans le paragraphe 3, alinéa 1er, les mots «ou si les supports ou ressources sollicités ne sont pas pertinents au regard des critères visés au paragraphe 1er, alinéa 3» sont insérés entre les mots «visé à l'article 1.5.2-14» et les mots «, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations»;

f) dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est complété par ce qui suit: «Il effectue également une nouvelle analyse des supports ou ressources sollicités auprès du Gouvernement conformément au paragraphe 1er, alinéa 3. Sur la base de cette analyse et selon les modalités qu'il fixe, le Gouvernement attribue les supports ou ressources et fixe les modalités de cette attribution. L'octroi de ces supports ou ressources est conditionné à la conclusion du protocole de collaboration.».

TITRE XII. — Report d'un an de l'entrée en vigueur de la réforme de la formation initiale des enseignants

Art. 76. A l'article 49, alinéa 2, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, le mot «2026» est remplacé par le mot «2027».

Art. 77. A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° A l'alinéa 1er, les mots «2021 à 2023» sont remplacés par les mots «2022 à 2024»;

2° A l'alinéa 3, les mots «2021 à 2023» sont remplacés par les mots «2022 à 2024»;

3° A l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées:

a) Le mot «2024» est remplacé par le mot «2025»;

b) Le mot «2023» est remplacé par le mot «2024».

Art. 78. A l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots «2021 à 2023» sont remplacés par les mots «2022 à 2024»;

2° A l'alinéa 3, les mots «2021 à 2023» sont remplacés par les mots «2022 à 2024»;

3° A l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées:

a) Le mot «2024» est remplacé par le mot «2025»;

b) Le mot «2023» est remplacé par le mot «2024».

Art. 79. A l'article 59 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots «2024 à 2026» sont remplacés par les mots «2025 à 2027»;

2° A l'alinéa 3, les mots «2024 à 2026» sont remplacés par les mots «2025 à 2027»;

3° A l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées:

a) Le mot «2027» est remplacé par le mot «2028»;

b) Le mot «2026» est remplacé par le mot «2027».

Art. 80. A l'article 60 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° A l'alinéa 1er, les mots «2025 à 2027» sont remplacés par les mots «2026 à 2028»;

2° A l'alinéa 3, les mots «2025 à 2027» sont remplacés par les mots «2026 à 2028»;

3° A l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées:

a) Le mot «2028» est remplacé par le mot «2029»;

b) Le mot «2027» est remplacé par le mot «2028».

Art. 81. A l'article 61 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° A l'alinéa 1er, les mots «2024 à 2026» sont remplacés par les mots «2025 à 2027»;

2° A l'alinéa 3, les mots «2024 à 2026» sont remplacés par les mots «2025 à 2027»;

3° A l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées:

a) Le mot «2027» est remplacé par le mot «2028»;

b) Le mot «2026» est remplacé par le mot «2027».

Art. 82. L'article 64 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 64. - L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit:

«A partir de l'année budgétaire 2025, un montant déterminé en application de l'article 58, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2028, le montant déterminé en application des articles 59, cinquième alinéa, et 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2029, un montant déterminé en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.»

Art. 83. L'article 65 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 65. - L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit: «A partir de l'année académique 2022-2023, les formations organisées dans le domaine 10*bis*, défini à l'article 83 du décret Paysage, sont classées dans le groupe G.»»

Art. 84. L'article 66 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 66. - L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit: «Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents:

1° pour les années académiques 2022-2023 à 2024-2025, pour les Hautes Ecoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10*bis* et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2019-2020 à 2021-2022. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10*bis* ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2025-2026, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2027;

2° le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2023-2024, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2025;

3° le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2026-2027;

4° le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2026-2027;

5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2027-2028, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2029.

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude.»»

Art. 85. L'article 68 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 68. - A l'article 29 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un paragraphe 3quinquies rédigé comme suit:

«§ 3quinquies. A la suite du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les montants suivants sont ajoutés à la partie variable visée au § 2:

- à partir de l'année budgétaire 2025, un montant en application de l'article 58 du décret du 7 février 2019 précité;

- à partir de l'année budgétaire 2025, les montants en application des articles 57 cinquième alinéa, et 58 quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité;

- à partir de l'année budgétaire 2028, un montant en application de l'article 59, cinquième alinéa, et de l'article 61, quatrième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité;

- à partir de l'année budgétaire 2029, un montant en application de l'article 60, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité.»;

2° au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées:

a) l'alinéa 1 est complété par ce qui suit: «Par dérogation, les étudiants inscrits dans les sections 1 à 3 du domaine 10*bis* ne sont pris en compte qu'à partir de l'année budgétaire:

- 2024 pour les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants;

- 2025 pour les étudiants du premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants;

- 2028 pour les étudiants du deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et pour les étudiants en formation menant à un grade académique de master agrégé de l'enseignement section 4;

- 2029 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 à 3;

b) le paragraphe 5 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit:

«Pour le calcul des moyennes quadriennales visées au troisième alinéa, les nombres d'étudiants des sections 1 à 3 du domaine 10 bis pris en compte pour les années précédant leur année d'intégration dans le calcul, telle que prévue par dérogation au premier alinéa, sont fixés aux nombres d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude.»»

Art. 86. L'article 69 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 69. - L'article 29bis de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit: «A partir de l'année académique 2021-2022, un coefficient de pondération de 1,45 est appliqué aux étudiants finançables inscrits dans le domaine 10bis.»»

Art. 87. L'article 72 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 72. - § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2022-2023, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire, de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de bachelier en formation musicale terminent ce cursus durant les années académiques 2022-2023 et 2023-2024.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2023-2024, les étudiants visés au § 1^{er} n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent des années académiques 2024-2025 et 2025-2026 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2025-2026, ils n'ont pas obtenu le grade académique correspondant au cursus suivi, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini dans le présent décret. Les autorités de l'établissement définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent au moins une des formations visées au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2021-2022 poursuivent l'organisation de chacune des formations organisées jusqu'au terme de l'année académique 2025-2026 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2022-2023 soit concerné par cette organisation.»

Art. 88. L'article 73 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 73. - § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2025-2026, dans le cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur organisé selon les modalités définies par le décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique terminent ce cursus durant l'année académique 2025-2026.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2025-2026, les étudiants concernés par la disposition visée au § 1^{er} du présent article n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent de l'année académique 2026-2027 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2026-2027, ils n'ont pas obtenu le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini par le présent décret. Les autorités académiques définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent la formation visée au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2024-2025 poursuivent l'organisation de cette formation jusqu'au terme de l'année académique 2026-2027 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2025-2026 soit concerné par cette organisation.»

Art. 89. L'article 74 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Article 74. - § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2025-2026, dans un cursus de deuxième cycle à finalité didactique organisé selon les modalités définies à l'article 70, § 2, du décret Paysage terminent ce cursus durant les années académiques 2025-2026 et 2026-2027.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2026-2027, les étudiants concernés par la disposition visée au § 1^{er} du présent article n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent de l'année académique 2027-2028 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2027-2028, ils n'ont pas obtenu le grade académique visé, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini pour le master en Enseignement section 4 par le présent décret. Les autorités académiques définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent la formation visée au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2024-2025 poursuivent l'organisation de cette formation jusqu'au terme de l'année académique 2027-2028 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2025-2026 soit concerné par cette organisation.»

Art. 90. A l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, les mots «2031-2032» sont remplacés par les mots «2032-2033».

Art. 91. A l'article 78 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° Les mots «2024-2025» sont remplacés par les mots «2025-2026»;

2° Les mots «2021-2022» sont remplacés par les mots «2022-2023».

Art. 92. A l'article 79 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° Les mots «2026-2027» sont remplacés par les mots «2027-2028»;

2° Les mots «2024-2025» sont remplacés par les mots «2025-2026».

Art. 93. A l'article 82 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° Les mots «2026-2027» sont remplacés par les mots «2027-2028»;

2° Les mots «2023-2024» sont remplacés par les mots «2024-2025».

Art. 94. A l'article 84 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° Les mots «2024-2025» sont remplacés par les mots «2025-2026»;

2° Les mots «2021-2022» sont remplacés par les mots «2022-2023».

Art. 95. A l'article 88 du même décret, les mots «2024-2025» sont remplacés par les mots «2025-2026».

Art. 96. A l'article 96 du même décret, le mot «2025» est remplacé par le mot «2026».

Art. 97. A l'article 97 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° A l'alinéa 1er, les modifications suivantes sont apportées:

a) Les mots «2021-2022» sont remplacés par les mots «2022-2023»;

b) Les mots «2022-2023» sont remplacés par les mots «2023-2024»;

2° A l'alinéa 2, les mots «2022-2023» sont remplacés par les mots «2023-2024»;

3° A l'alinéa 3, les mots «2024-2025» sont remplacés par les mots «2025-2026»;

4° A l'alinéa 4, les mots «2024-2025» sont remplacés par les mots «2025-2026»;

5° A l'alinéa 5, les mots «2021-2022» sont remplacés par les mots «2022-2023».

Art. 98. A l'article 98 du même décret, les mots «2025-2026» sont remplacés par les mots «2026-2027».

Art. 99. A l'article 99 du même décret, les mots «2021-2022» sont remplacés par les mots «2022-2023».

Art. 100. A l'article 100 du même décret, les mots «2019-2020» sont remplacés par les mots «2020-2021».

Art. 101. A l'article 101 du même décret, les mots «pour l'année académique 2021-2022» sont remplacés par les mots «à partir de l'année académique 2022-2023».

Art. 102. A l'article 88, § 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, un deuxième alinéa rédigé comme suit est ajouté:

«Par dérogation à l'alinéa premier, l'obligation de coorganiser les cycles d'études de type court dans les domaines 10 et 23 visés à l'article 83, § 1^{er}, et uniquement pour ceux qui sont liés à la formation initiale des enseignants, prendra effet à partir de l'année académique 2022-2023».

Art. 103. A l'article 108, § 1^{er}, du même décret, les mots «Pour les années académiques 2019-2020 et 2020-2021» sont remplacés par les mots «Pour les années académiques 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022».

TITRE XIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 104. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa promulgation et sanction, à l'exception:

- des chapitres 3 à 7 du titre 1, qui entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2020;

- des articles 31 et 33 qui produisent leurs effets au 1^{er} octobre 2020;

- des articles 32, 34 et 35 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2020;

- de l'article 36 qui produit ses effets au 1^{er} octobre 2020;

- de l'article 50 qui produit ses effets au 31 août 2020;

- de l'article 51 qui produit ses effets au 30 septembre 2020;

- du titre 11 et des articles 74 et 75, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—————
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 147-1. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, n°147-2. – Avis présenté au nom de la commission de l'Education, n°147-3. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n°147-4. – Amendements en commission, n°147-5. – Rapport de commission, n°147-6. – Texte adopté en commission, n°147-7. – Amendements en séance, n°147-8. – Texte adopté en séance plénière, n° 147-9

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 9 décembre 2020

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/16433]

9 DECEMBER 2020. — Programmadecreet houdende diverse maatregelen om het hoofd te bieden aan de gevolgen van de Coronaviruscrisis inzake Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, het Fonds Ecureuil, WBE, Gezondheid, Media, Permanente Opvoeding, Studiebeurzen, het Wetenschappelijk Onderzoek en het Leerplichtonderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — *Bepalingen voor de aanpak van de gevolgen van de coronaviruscrisis*HOOFDSTUK I. — *De oprichting van een administratieve dienst met een autonome boekhouding voor noodgevallen en de herschikking van de bevoegdheden van de Federatie Wallonië-Brussel*

Artikel 1. De Cel noodgevallen en herschikking van het Secretariaat-generaal is een administratieve dienst met een autonome boekhouding in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Deze dienst staat onder rechtstreeks gezag van de Minister van Begroting en heeft tot opdracht het toezicht op de financiële aspecten van de nood- en herschikkingsmaatregelen waartoe in de Franse Gemeenschap is besloten.

Art. 2. De Cel noodgevallen en herschikking van het Secretariaat-generaal beschikt over de volgende middelen:

1° de aan het einde van het begrotingsjaar 2020 vastgestelde saldi van de vastleggings- en vereffeningskredieten van het nood- en steunfonds dat is opgenomen in begrotingsartikel 01.05-02 van de organisatie-afdeling 11 van de uitgavenbegroting 2020;

2° elke door de Regering vastgestelde dotatie uit de uitgavenbegroting;

3° de middelen die door de Europese Unie worden betaald in het kader van het Herstelplan voor Europa;

4° overdrachten uit andere entiteiten.

HOOFDSTUK II. — *Steun voor Cultuur*

Art. 3. § 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 4 van 23 april 2020 betreffende de steun aan de culturele sector in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19, bekrachtigd bij het decreet van 12 november 2020, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 6/1. § 1. De Regering kan subsidies verlenen ter ondersteuning van de culturele sector in het kader van de herschikking ten gevolge van de COVID-19-crisis. Deze subsidies zijn eenmalige subsidies.

De volgende personen kunnen in aanmerking komen voor deze subsidies:

1° kunstenaars;

2° operatoren die activiteiten uitoefenen met een direct of indirect doel van algemeen belang die onder de culturele bevoegdheden van de Franse Gemeenschap vallen.

§ 2. Deze subsidies worden toegekend op basis van oproepen tot het indienen van projecten, creatiesteunregelingen, projectsteun, culturele verspreiding en mediatie, alsook met het oog op de versteviging van de boekenketen, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden."

§ 2 In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden " De financiële vergoedingen bedoeld in dit besluit" vervangen door de woorden " De financiële vergoedingen en subsidies bedoeld in dit besluit ".

HOOFDSTUK III. — *Steun voor Hulpverlening aan de Jeugd*

Art. 4. § 1. De Regering kan besluiten een uitzonderlijke subsidie toe te kennen aan de erkende diensten voor Hulpverlening aan de Jeugd om hen in staat te stellen extra personeel in dienst te nemen om, naargelang het geval, de opvang, de huisvesting en de begeleiding van minderjarigen in moeilijkheden, minderjarigen in gevaar en minderjarigen die een als misdrijf gekwalificeerd feit hebben gepleegd, te garanderen.

§ 2. De erkende diensten die in aanmerking komen voor een uitzonderlijke subsidie zijn:

1° de algemene residentiële diensten bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van de algemene residentiële diensten;

2° de gespecialiseerde residentiële diensten die vallen onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor gespecialiseerde residentiële diensten;

3° de residentiële nooddiensten bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor residentiële nooddiensten;

4° de residentiële observatie- en oriëntatiediensten bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor residentiële observatie- en oriëntatiediensten;

5° de begeleidingsdiensten voor pleegzorg bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten voor pleegzorg;

6° de begeleidingsdiensten als bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor begeleidingsdiensten;

7° de actiediensten in open milieu bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de actiediensten in open milieu;

8° de diensten die de plaatsvervangende voogden begeleiden als bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten die de plaatsvervangende voogden begeleiden;

9° de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties;

10° diensten die bijzondere onderwijsprojecten organiseren, zoals bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2019 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor diensten die een bijzonder onderwijsproject uitvoeren;

11° de begeleidingsdiensten voor sponsoring als bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2019 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor begeleidingsdiensten voor sponsoring;

12° de diensten "Maisons de l'Adolescent" bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de diensten "Maisons de l'Adolescent";

13° de diensten voor schoolherinschakeling bedoeld in het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie.

Art. 5. § 1. De in artikel 4 bedoelde uitzonderlijke subsidie wordt toegekend op voorwaarde dat de gedane uitgaven aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° het aanwerven van personeel is uitsluitend bestemd voor de opvang, de huisvesting en het toezicht, naargelang het geval, van minderjarigen in moeilijkheden, minderjarigen die gevaar lopen en minderjarigen die een als misdrijf gekwalificeerd feit hebben verricht;

2° de aanwerving van personeel geschiedt door middel van een overeenkomst voor bepaalde duur voor maximaal zes maanden, die eenmaal kan worden verlengd;

3° het personeel moet uiterlijk op de dag van de ondertekening van zijn overeenkomst het uittreksel uit het strafregister, bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, overleggen.

§ 2. De uitzonderlijke subsidie kan alleen in de jaren 2020 en 2021 worden toegekend.

HOOFDSTUK IV. — *Steun voor Sport*

Art. 6. § 1. 4. De Regering kan uitzonderlijke subsidies verlenen aan de in lid 3 bedoelde operatoren die financiële moeilijkheden ondervinden als gevolg van de gezondheids crisis van COVID-19.

§ 2 Deze uitzonderlijke subsidie kan alleen worden toegekend in de jaren 2020 en 2021 en onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

§ 3 De operatoren die in aanmerking komen voor een uitzonderlijke subsidie zijn:

1° de sportfederaties en -verenigingen die door de Franse Gemeenschap erkend zijn krachtens de artikelen 30 tot 37 van het decreet van 8 december 2006 betreffende de organisatie en de subsidiëring van sport in de Franse Gemeenschap;

2° kringen die gedurende ten minste één voltooid kalenderjaar zijn aangesloten bij een door de Franse Gemeenschap erkende sportfederatie of -vereniging.

HOOFDSTUK V. — *Steun aan de Jeugd*

Art. 7. § 1. 4. De Regering kan uitzonderlijke subsidies toekennen aan de in lid 3 bedoelde operatoren die financiële moeilijkheden ondervinden als gevolg van de gezondheids crisis van COVID-19.

§ 2 Deze uitzonderlijke subsidie kan alleen worden toegekend in de jaren 2020 en 2021 en onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

§ 3 De operatoren die in aanmerking komen voor een uitzonderlijke subsidie zijn:

1° de jeugdorganisaties die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan jeugdorganisaties;

2° de jeugdcentra die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, jeugd- en verblijfscentra en de informatiecentra voor jongeren en hun federaties.

Art. 8. De jeugdorganisaties die in 2021 een erkenning aanvragen, houden rekening met het jaar 2019 om aan te tonen dat ze voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 5 tot 10 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties.

In afwijking van het eerste lid en wanneer jeugdorganisaties 2019 niet als referentiejaar kunnen nemen, verwijzen zij naar de periode van 1 juli 2020 tot en met 31 maart 2021 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 5 tot en met 10 van voornoemd decreet. Jeugdorganisaties vermelden in hun erkenningsaanvraag uitdrukkelijk de redenen waarom het jaar 2019 niet als referentiejaar wordt genomen.

Art. 9. De jeugdorganisaties die in 2021 een aanvraag tot toelating tot de bijzondere regelingen indienen, houden rekening met 2019 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 15 tot 32 van voormeld decreet.

In afwijking van het eerste lid en wanneer jeugdorganisaties 2019 niet als referentiejaar kunnen nemen, verwijzen zij naar de periode van 1 juli 2020 tot en met 31 maart 2021 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 15 tot en met 32 van voornoemd decreet. Jeugdorganisaties vermelden in hun aanvraagdossier uitdrukkelijk de redenen waarom 2019 niet als referentiejaar wordt genomen.

Art. 10. Jeugdorganisaties die in 2021 een aanvraag tot wijziging van de indeling binnen de in de artikelen 7 tot en met 9 genoemde categorieën van jeugdorganisaties indienen, houden rekening met 2019 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 14 van voornoemd decreet.

In afwijking van het eerste lid en wanneer jeugdorganisaties 2019 niet als referentiejaar kunnen nemen, verwijzen zij naar de periode van 1 juli 2020 tot en met 31 maart 2021 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 14 van bovengenoemd decreet. Jeugdorganisaties vermelden in hun aanvraag om verandering van categorie uitdrukkelijk de redenen waarom 2019 niet als referentiejaar wordt genomen.

Art. 11. De verenigingen die in 2021 een erkenning aanvragen, houden rekening met 2019 om aan te tonen dat ze voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 1 tot 8 en 10 tot 14 van het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdcentra, ontmoetings- en opvangcentra en jeugdinformatiecentra en hun federaties.

In afwijking van het eerste lid en indien de verenigingen 2019 niet als referentie kunnen nemen, verwijzen zij naar de periode van 1 juli 2020 tot en met 31 maart 2021 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 1 tot en met 8 en 10 tot en met 14 van voornoemd decreet. De verenigingen vermelden in hun erkenningsaanvraag uitdrukkelijk de redenen waarom 2019 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

Art. 12. De verenigingen die een aanvraag tot verlenging van de erkenning voor de jaren 2022 tot 2025 indienen, houden rekening met 2019 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 1 tot en met 8 en 10 tot en met 14 van voornoemd decreet, op voorwaarde dat hun aanvraag uiterlijk op 30 april 2021 wordt ingediend.

In afwijking van het eerste lid en wanneer verenigingen 2019 niet als referentiejaar kunnen nemen, verwijzen zij naar de periode van 1 juli 2020 tot en met 31 maart 2021 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 1 tot en met 8 en 10 tot en met 14 van bovengenoemd decreet.

Voor verenigingen die een verlenging van de erkenning voor de jaren 2022 tot 2025 aanvragen, heeft de in de artikelen 10 tot en met 14 van bovengenoemd decreet bedoelde vierjaarlijkse beoordeling betrekking op de jaren 2018, 2019 en 2021.

Art. 13. Verenigingen die een verandering van categorie aanvragen, houden rekening met het jaar 2019 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 15, §1 van voornoemd decreet, op voorwaarde dat hun aanvraag uiterlijk op 30 juni 2021 wordt ingediend. Aanvragen om vernieuwing van de erkenning vallen niet onder dit artikel.

In afwijking van het eerste lid en wanneer verenigingen 2019 niet als referentiejaar kunnen nemen, verwijzen zij naar de periode van 1 juli 2020 tot en met 31 maart 2021 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 15 van bovengenoemd decreet. De verenigingen vermelden in hun erkenningsaanvraag uitdrukkelijk de redenen waarom 2019 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

Art. 14. Verenigingen die een nieuwe aanvraag voor toelating tot een bepaalde regeling indienen, houden rekening met 2019 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 16 tot 20 van voornoemd decreet, op voorwaarde dat hun aanvraag uiterlijk op 30 juni 2021 wordt ingediend. Aanvragen om verlenging van de erkenning vallen niet onder dit artikel.

In afwijking van het eerste lid en wanneer verenigingen 2019 niet als referentiejaar kunnen nemen, verwijzen zij naar de periode van 1 juli 2020 tot en met 31 maart 2021 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 16 tot en met 20 van bovengenoemd decreet. De verenigingen vermelden in hun erkenningsaanvraag uitdrukkelijk de redenen waarom 2019 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

HOOFDSTUK VI. — *Steun aan het Hoger Onderwijs*

Art. 15. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt een lid toegevoegd, dat als volgt luidt: "In 2020 of in 2021 wordt een uitzonderlijk bedrag van 1.875.000 euro toegevoegd aan het op grond van de voorgaande leden verkregen bedrag.";

2° in § 2 wordt een lid toegevoegd, dat als volgt luidt: "In 2020 of in 2021 wordt een uitzonderlijk bedrag van 4.375.000 euro toegevoegd aan het op grond van de voorgaande leden verkregen bedrag.".

Art. 16. Aan artikel 9 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen wordt een lid toegevoegd dat als volgt luidt: "In 2020 of 2021 wordt eenmalig een uitzonderlijk bedrag van 3.250.000 euro toegevoegd aan het op grond van de voorgaande leden verkregen bedrag.".

Art. 17. In het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs in de kunstscholen (organisatie, financiering, toezicht, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten) wordt in deel III een titel V ingevoegd, die luidt als volgt:

"TITEL V - Werking van de Hogere kunstscholen

Artikel 60sexies. - In 2020 of 2021 wordt een eenmalige en uitzonderlijke toelage, of aanvullende financiering, voor exploitatiekosten aan de Hogere kunstscholen toegewezen als bijdrage aan de financiering van hun exploitatiekosten. Deze toewijzing wordt vastgesteld op 500.000 euro.

Artikel 60septies. - De toelage zoals bedoeld in artikel 60sexies wordt verdeeld over de Hogere kunstscholen op basis van de verhouding tussen het aantal financierbare studenten in het academiejaar 2019-2020 van de Hogere kunstschool en het aantal financierbare studenten in hetzelfde academiejaar van alle Hogere kunstscholen ".

Art. 18. Een unieke en uitzonderlijke financiering wordt toegekend in 2020 of in 2021, aan de universiteiten voor 6.500.000 euro, aan de hogescholen voor 2.500.000 euro en aan de hogere kunstscholen voor 300.000 euro, naast de financiering voor hun werking.

Art. 19. Elk van de bedragen vermeld in artikel 18 wordt verdeeld tussen de Universiteiten, tussen de Hogescholen, tussen de Hogere kunstscholen naar gelang het aantal studenten dat in aanmerking komt voor financiering door de Universiteiten, de Hogescholen, de Hogere kunstscholen, zoals goedgekeurd door de Regeringscommissarissen en -afgevaardigden voor het academiejaar 2019-2020 en zonder toepassing van paragraaf 2 van artikel 8 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies.

Elke universiteit, elke hogeschool, elke hogere kunstschool ontvangt, naast de financiering voor haar werking in 2020, het resultaat van de vermenigvuldiging van het bedrag dat is toegewezen aan Universiteiten, het bedrag dat is toegewezen aan Hogescholen, het bedrag dat is toegewezen aan Hogere kunstscholen, met de verhouding tussen het aantal van haar financierbare studenten en het totale aantal financierbare studenten van de Universiteiten, Hogescholen, Hogere kunstscholen.

Art. 20. De in artikel 18 bedoelde uitzonderlijke financiering mag alleen worden gebruikt voor de werkingsuitgaven van de instelling, met inbegrip van de uitgaven voor financiële bijstand aan het personeel van de instelling die het directe of indirecte gevolg is van de maatregelen ter bestrijding van de verspreiding van het coronavirus COVID-19 of voor personeelsuitgaven voor de verlenging van de ambtstermijn van de tijdelijke ambtenaren van de instelling die door deze maatregelen worden getroffen.

Art. 21. Het toezicht op het gebruik van de in artikel 18 bedoelde uitzonderlijke financiering en de toewijzing ervan met inachtneming van de voorwaarden van artikel 20 wordt uitgevoerd door de leden van de en de Regeringscommissarissen en -afgevaardigden.

De universiteit, de hogeschool en de hogere kunstschool doen aan de Regeringscommissaris-afgevaardigde, met een kopie aan de Algemene directie die verantwoordelijk is voor het hoger onderwijs, een specifieke rekening toekomen van de uitgaven die aangerekend worden op deze uitzonderlijke financiering, gerangschikt volgens het doel ervan, evenals het totale bedrag dat is vastgelegd en vereffend op deze financiering, en stellen alle bewijsstukken die nuttig zijn voor hun toezicht ter beschikking van de Regeringscommissaris-afgevaardigde.

In voorkomend geval wordt het bedrag of een deel van het bedrag van de uitzonderlijke financiering dat niet door de universiteit, de hogeschool, de hogere kunstschool wordt gerechtvaardigd, in mindering gebracht op de exploitatiesubsidie, de globale toelage, de dotatie of de exploitatiesubsidie van de instelling voor het jaar 2021.

Art. 22. Naast de uitzonderlijke financiering die wordt toegekend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap nr. 11 van 14 mei 2020 betreffende de steun aan het hoger onderwijs in het kader van de gezondheids crisis van Covid-19, wordt in 2020 of in 2021 een unieke en uitzonderlijke financiering van 2.285.000 euro toegekend aan de Universiteiten, Hogescholen en Hogere kunstscholen, naast de financiering van hun sociale subsidies.

Art. 23. Het in artikel 22 genoemde bedrag wordt als volgt verdeeld over de universiteiten, hogescholen en hogere kunstscholen:

1° elke universiteit, hogeschool en hogere kunstschool krijgt respectief 4, 2 en 1 punt voor beursstudenten, studenten met een bescheiden statuut en andere studenten die in het academiejaar 2019-2020 aan de universiteit, hogeschool of hogere kunstscholen zijn ingeschreven, zoals goedgekeurd door de Regeringscommissarissen en -afgevaardigden voor de toepassing van het decreet van 19 juli 2010 betreffende de kosteloosheid en de democratisering van het hoger onderwijs;

2° elke universiteit, elke hogeschool en elke hogere kunstschool ontvangt, naast de financiering van de sociale subsidies voor 2020, het resultaat van de vermenigvuldiging van het in artikel 23 bedoelde bedrag met de verhouding tussen het totaal van de toegekende punten en het totaal van de punten die aan alle universiteiten, hogescholen en hogere kunstscholen krachtens 1° zijn toegekend. Instellingen met maximaal 300 studenten krijgen echter een vast bedrag van 5.000 euro en instellingen met maximaal 800 studenten een vast bedrag van 10.000 euro.

Art. 24. De uitzonderlijke financiering bedoeld in artikel 22 kan alleen worden gebruikt voor rechtstreekse steun aan de student. Deze steun kan door de universiteit, de Hogeschool of de Hogere kunstschool alleen aan de student worden verleend wanneer de door de student geleden verliezen en kosten het rechtstreekse of onrechtstreekse gevolg zijn van de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het Covid-19-coronavirus tegen te gaan.

Art. 25. Het toezicht op het gebruik van de in artikel 22 bedoelde uitzonderlijke financiering en de toewijzing ervan met inachtneming van de voorwaarden van artikel 24 wordt uitgevoerd door de leden van de Regeringscommissarissen en afgevaardigden.

De universiteit, de hogeschool en de Hogere kunstscholen geven aan de Regeringscommissaris-afgevaardigde, met een kopie aan de Algemene directie die belast is met het hoger onderwijs, het aantal aanvragen voor rechtstreekse steun aan studenten ten laste van deze uitzonderlijke financiering, hun doel, alsmede het totale bedrag dat voor deze aanvragen is vastgelegd en vereffend, en stellen alle bewijsstukken die nuttig zijn voor hun toezicht ter beschikking aan de Regeringscommissaris-afgevaardigde.

Indien nodig wordt het bedrag of het deel van het bedrag van de uitzonderlijke financiering dat niet gerechtvaardigd is door de Universiteit, de Hogeschool, de Hogere kunstschool in mindering gebracht op de sociale subsidies van de instelling voor het jaar 2021.

Art. 26. In afwijking van artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot vaststelling van de regels voor de berekening van het aantal opvoeders in het rijksonderwijs, wordt voor de internaten die afhankelijk zijn van het hoger onderwijs, een nieuwe berekening van de begeleiding pas op 15 oktober 2020 gemaakt als het aantal op die datum regelmatig ingeschreven leerlingen van de schoolinternaten gunstiger blijkt te zijn dan het aantal op 15 oktober 2019 regelmatig ingeschreven leerlingen van de schoolinternaten.

HOOFDSTUK VII. — *Steun aan het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 27. Een unieke en uitzonderlijke subsidie van 2.500.000 euro wordt toegekend, in 2020 of in 2021, aan de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie, om de crisis van Covid-19 het hoofd te bieden.

Art. 28. Het bedrag bedoeld in artikel 27 wordt verdeeld over de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie volgens het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in 2018-2019.

Art. 29. In het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt een artikel 120decies ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 120decies. Er kunnen jaarlijks oproepen tot samenwerking worden gelanceerd, gericht op het creëren van pedagogische sequenties in e-learning door leerkrachten. Deze onderwijsvolgorde zal worden gedeeld ten behoeve van alle onderwijsinstellingen voor sociale promotie.

Deze oproepen tot samenwerking zijn gericht aan alle inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie.

Een jaarlijks bedrag van 300.000 euro, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, wordt besteed aan de vergoeding van de ontwerpers van de genoemde pedagogische sequenties.

De Regering stelt de voorwaarden van deze oproepen tot samenwerking vast."

HOOFDSTUK VIII. — *Steun aan het leerplichtonderwijs*

Afdeling I. — Bepalingen over de digitale strategie in het onderwijs

Art. 30. In artikel 1.7.2-2 van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de gemeenschappelijke kern wordt een §3bis ingevoegd, die als volgt luidt

§ 3bis. In het gewone en gespecialiseerde secundair onderwijs worden de kosten die op vrijwillige basis worden gemaakt door een meerderjarige leerling, door de ouders of door de persoon die het ouderlijk gezag over een minderjarige heeft, in verband met de aankoop of de huur van aan de leerling aangeboden of aanbevolen en

persoonlijke computeruitrusting, als schoolkosten beschouwd, mits deze kosten worden gemaakt in het kader en onder de voorwaarden die door de Franse Gemeenschap zijn vastgesteld met het oog op de ontwikkeling van de digitale strategie op school.

Voor de in het vorige lid bedoelde uitrusting kan een leverancier worden voorgesteld of aanbevolen overeenkomstig artikel 1.7.3-3 en de door de Regering vastgestelde regels.

Afdeling II. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 31. In het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt aan artikel 20, § 1, een vierde lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“In afwijking van de leden 1 en 2 wordt voor het schooljaar 2020-2021 de overdracht van onderwijslestijden voor de eerste graad naar de andere graden toegestaan zonder dat er een grens wordt gesteld, mits aan de drie in lid 1 genoemde voorwaarden wordt voldaan.”.

Art. 32. In het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt aan artikel 23 een zevende lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“De Regering kan voor het schooljaar 2020-2021 besluiten de neerwaartse effecten van de telling op 1 oktober 2020 uit te stellen tot een latere, door haar te bepalen datum.”.

Afdeling III. - Bepaling betreffende de begeleiding in de internaten van het gewone leerplichtonderwijs

Art. 33. In afwijking van artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot vaststelling van de regels voor de berekening van het aantal leerlingen in het rijksonderwijs, wordt voor internaten die afhankelijk zijn van het leerplichtonderwijs, de begeleiding berekend op de 30ste dag na het begin van het schooljaar 2020-2021, niet naar beneden toe herzien indien het lager is dan de begeleiding berekend op de 30ste dag na het begin van het schooljaar 2019-2020.

Afdeling IV. — Bepaling inzake behoudsnormen van internaten

Art. 34. In afwijking van de artikelen 2, § 2 en 3, § 1, 3°, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt de berekening van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen van de schoolinternaten op 1 oktober 2020 slechts uitgevoerd indien dit aantal gunstiger is dan het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen van de schoolinternaten op 1 oktober 2019. In voorkomend geval wordt het nummer op 1 oktober 2019 in aanmerking genomen voor het behoud of de subsidiëring van het betrokken internaat.

Afdeling V. — Bepalingen betreffende de toekenning van werkingsmiddelen aan gewone en gespecialiseerde onderwijsinstellingen, CEFA's, internaten voor basis- en secundair onderwijs en ESAHR's

Art. 35. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van een aantal bepalingen van de onderwijswetgeving wordt een artikel 49bis toegevoegd, dat als volgt luidt

“Artikel 49bis. - Voor het begrotingsjaar 2020 wordt in het kader van de bestrijding van de COVID-19-pandemie een bedrag van 20.000.000 euro toegekend aan scholen voor gespecialiseerd onderwijs, kleuterscholen, scholen voor lager onderwijs, scholen voor basisonderwijs en gewoon secundair onderwijs, CEFA's, internaten voor basis- en secundair onderwijs, alsmede aan scholen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, om hen te ondersteunen bij de uitvoering, in het verleden of in de toekomst, van gezondheidsprotocollen.

Per school of instelling wordt een bedrag toegekend op basis van een forfaitair bedrag per leerling, dat uiterlijk op 31 december 2020 wordt betaald, een forfaitair bedrag dat wordt vastgesteld op basis van het aantal leerlingen dat op 15 januari 2020 regelmatig in de school of in elke samenwerkende CEFA-instelling is ingeschreven. Voor scholen of instellingen die op 1 september 2020 zijn opgericht of tot de subsidies zijn toegelaten, wordt het bedrag berekend op basis van de regelmatig op 30 september of 1 oktober 2020 ingeschreven leerlingen, afhankelijk van het niveau en de onderwijsvorm in kwestie”.

TITEL II. — Bepalingen met betrekking tot schoolgebouwen

HOOFDSTUK I. — Wijziging van de bepalingen van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 36. In artikel 5 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) § 2 wordt aangevuld met een punt 22°, dat als volgt luidt:

“22° vanaf 2020, de overdracht van vastgelegde middelen, ten gunste van het fonds voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, naar BA 01.05-02 van OA 11 Noodfonds, en/of ten laste van de administratieve dienst met autonome boekhouding “Nood- en herschikkingscel” en dit in het kader van de uitzonderlijke subsidies PPT COVID-19.”;

b) het wordt verder aangevuld met een § 5, die als volgt luidt:

“§ 5 - De middelen bedoeld in § 2, 22°, worden gebruikt om te voorzien in huisvesting in inrichtingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, in de zin van § 4, 1° van dit artikel.”.

Art. 37. Artikel 13bis, § 2, eerste lid, van het decreet van 5 februari 1990, wordt aangevuld met een punt 8°, dat als volgt luidt:

“8° in 2020, de overdracht van:

- 1.587.000,10 euro van BA 01.08.01 van OA 44 voor het officieel gesubsidieerd netwerk;
- 522 599,96 EUR van BA 01.08.01 van OA 44 voor het officieel georganiseerd netwerk;
- 1.537 399,94 EUR van BA 01.08.01 van OA 44 voor het gesubsidieerd vrij netwerk”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de bepalingen van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 38. In het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 1/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 1/1. § 1. De dienst belast met het prioritaire werkprogramma vormt een administratieve dienst met een autonome boekhouding in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 20 december 2011 betreffende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Deze dienst staat onder het rechtstreekse gezag van de minister die de schoolgebouwen in zijn hoedanigheid heeft.

§ 2 De administratieve dienst met autonoom boekhoudkundig "prioritair werkprogramma" wordt voorzien van de volgende middelen:

- 1° de bedragen bedoeld in artikel 7/1 van dit decreet;
- 2° uitzonderlijke dotaties van de Regering uit de algemene uitgavenbegroting."

Art. 39. In artikel 7 van bovengenoemd decreet van 16 november 2007 wordt § 1/1 vervangen door het volgende:

"§ 1/1. Een jaarlijks bedrag van 4 miljoen euro wordt toegekend aan scholen met een lage bezettingsgraad en aan scholen waarvan is vastgesteld dat zij een aanzienlijke prestatieachterstand vertonen ten opzichte van het gemiddelde van de vergeleken scholen en die een aanpassingsmechanisme moeten opstellen overeenkomstig de artikelen 1.5.2-13 en 1.5.2-16 van het onderwijswetboek.

De Regering definieert het begrip "scholen met een lage bezettingsgraad", alsmede de procedures voor de toezending van gegevens over de in dit lid bedoelde scholen aan de Regering.

Dit bedrag wordt gelijkelijk verdeeld over scholen met een lage bezettingsgraad en scholen waarvan is vastgesteld dat zij een prestatieverschil vertonen ten opzichte van het gemiddelde van de vergeleken scholen. Indien echter op 1 september een deel van dit bedrag nog niet is vastgelegd door een van de in lid 1 genoemde typen schoolgebouwen of scholen, wordt dit saldo overgeheveld naar de kredieten voor het andere type schoolgebouw of school.

Het jaarlijkse bedrag van 4 miljoen euro wordt aangepast aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar ten opzichte van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2017.

De artikelen 5, § 2, 7, § 2, 9 en 11 van dit decreet zijn niet van toepassing.

In afwijking van artikel 8 van dit decreet met betrekking tot het tussenkomstpercentage, worden aanvragen tot betaling uit de in lid 1 bedoelde enveloppe gesubsidieerd voor 100% van het bedrag van de investering in de betrokken vestigingen, met een maximaal geïndexeerd subsidiebedrag van 575.000 euro.

Met betrekking tot het in het eerste lid bedoelde bedrag, dat wordt toegewezen aan de scholen waarvan is vastgesteld dat zij een prestatieverschil vertonen ten opzichte van het gemiddelde van de scholen, worden de financiële middelen door de Regering over de scholen verdeeld volgens de criteria van artikel 6 van dit decreet en overeenkomstig de door de Regering vastgestelde nadere regels."

Art. 40. In bovengenoemd decreet van 16 november 2007 wordt een artikel 7/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 7/1. De administratieve dienst met autonome boekhouding komt ten laste van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. Het bedrag van de jaarlijkse dotatie wordt bij Regeringsbesluit vastgesteld op basis van de bepalingen van artikel 7 van dit decreet en eventuele aanvullende uitzonderlijke dotaties die ook bij Regeringsbesluit kunnen worden toegekend."

Art. 41. In bovengenoemd decreet van 16 november 2007 wordt een artikel 7/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 7/2. § 1. In 2020 wordt een uitzonderlijk bedrag van 15.000.000 euro ingeschreven ten laste van de administratieve dienst met autonome boekhouding "Cel voor noodhulp en herschikking" om de behandeling van de ingediende dossiers mogelijk te maken die voorrang krijgen na de oproep tot het indienen van projecten die door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 19 van 4 juni 2020 is bepaald en die is bekrachtigd bij het decreet van 9 december 2020.

§ 2. Deze middelen zullen uitsluitend worden aangewend voor de tenlasteneming van dossiers die reeds als prioritair zijn aangemerkt, overeenkomstig de tenlastenemingsprocedures die zijn bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 19 van 4 juni 2020 en die zijn bekrachtigd bij het decreet van 9 december 2020."

TITEL III. — *Bepalingen met betrekking tot de begrotingsfondsen*

Art. 42. In de bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de in de volgende punten bedoelde fondsen worden geschrapt:

- lijn 9 voor culturele infrastructuren,
- lijn 16 voor sociaal-culturele opleidingen
- lijn 53 voor de medefinanciering van activiteiten in verband met het Belgische voorzitterschap van het Comité van Ministers van de Raad van Europa
- lijn 62 voor uitgaven aan de Creative Europa-desk en Europese projecten
- lijn 66 ter ondersteuning van de Franstalige cultuur
- lijn 67 ter ondersteuning van de uitvoering van het Franstalige leerplichtonderwijs
- lijn 75 betreffende Europese cofinanciering in de jeugdsector (bezoldiging)
- lijn 76 betreffende Europese cofinanciering in de jeugdsector (uitgaven exclusief bezoldiging);

2° in punt 69 wordt in de kolom "Aard bestemmingsontvangsten" een nieuwe regel toegevoegd, die luidt als volgt

"Toewijzingen, subsidies en andere bedragen die van de Europese Unie of andere Europese of internationale instellingen worden ontvangen als gevolg van de deelname van NADO aan antidopingprojecten, met inbegrip van preventie, voorlichting, onderwijs, communicatie en/of bewustmaking met betrekking tot de bestrijding van doping en de waarden van eerlijke sportpraktijk".

TITEL IV. — *Bepalingen met betrekking tot het Fonds Ecureuil de la Communauté française*

Art. 43. In het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het Fonds Ecureuil de la Communauté française wordt een artikel *15bis* ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel *15bis*. § 1. Het Fonds Ecureuil de la Communauté française vertrouwt al zijn financiële activa toe aan rekeningen die op zijn naam zijn geopend bij de kredietinstelling die de ambten van kassier van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap vervult, zoals bedoeld in het decreet van 20 december 2011 betreffende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

§ 2 Het Fonds Ecureuil de la Communauté française vertrouwt de kassier de materiële uitvoering van zijn inkomsten- en uitgavenverrichtingen en het voeren van zijn financiële boekhouding toe, met uitzondering van de technische overdrachtsrekeningen, volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de "Kassierovereenkomst" die de Franse Gemeenschap en haar kassier bindt.

Deze technische rekeningen worden gedefinieerd als rekeningen die bij een andere bankinstelling dan de kassier zijn geopend met het oog op de tijdelijke betaling van stromen die voortvloeien uit specifieke financiële transacties die door deze instellingen worden uitgevoerd.

§ 3 De kassier bepaalt de globale staat, d.w.z. de nettokaspositie bepaald op basis van de totale saldi van alle financiële rekeningen van de Franse Gemeenschap en de geïntegreerde organen.

De financiële rekeningen van het Fonds Ecureuil de la Communauté française, die in het totaaloverzicht zijn opgenomen, dragen geen credit- en/of debetrente ten gunste of ten laste van hem."

Art. 44. - In bovengenoemd decreet van 20 juni 2002 wordt artikel 22 vervangen door de volgende tekst:

"Art. 22 De belegging van de reserves van het Fonds moet plaatsvinden in activa bestaande uit renteproducten, met inbegrip van afgeleide instrumenten in het kader van een financiële dekkingstrategie.

Op 31 december van elk jaar moeten de reserves van het Fonds worden opgenomen in de rekeningen die op zijn naam zijn geopend bij de kredietinstelling die de ambten van kassier van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap uitoefent, zoals bedoeld in het decreet van 20 december 2011 betreffende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap."

TITEL V. — *Bepalingen met betrekking tot WBE*

Art. 45. In artikel 38 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 18 december 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen door de volgende tekst:

"In 2020 wordt het in het eerste lid, 1°, bedoelde bedrag verhoogd met een bedrag van 4.274.000 euro. Vanaf 2021 wordt het in het eerste lid bedoelde bedrag verhoogd met 10.951.000 euro.";

2° in lid 5 worden de woorden "2020," opgeheven.

Art. 46. In artikel 11, § 2, lid 2, van bovengenoemd bijzonder besluit van 7 februari 2019 worden de woorden "De WBE-Raad zal met ingang van 1 januari 2020 en uiterlijk op 31 augustus 2020 de uitoefening van de volgende organisatiebevoegdheden hebben overgedragen:" vervangen door de woorden "Op een door de Regering op voorstel van de WBE-Raad vastgestelde datum zal deze laatste de uitoefening van de volgende organisatiebevoegdheden overdragen:".

Lid 3 van dezelfde paragraaf wordt opgeheven.

Art. 47. Artikel 80 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 80. In afwijking van artikel 36, § 1, eerste lid, vraagt de Regering voor het sluiten van de eerste beheersovereenkomst uiterlijk op 31 maart 2021 het advies van het Parlement over de bestanddelen van de beheersovereenkomst, zoals voorgesteld in een gedetailleerde intentienota.

In afwijking van artikel 36, § 1, tweede lid, brengt het Parlement op 30 april 2021 advies uit aan de Regering.

In afwijking van artikel 36, § 1, derde lid, zendt de algemeen bestuurder van WBE, benoemd na de uitvoering van artikel 74, op 31 juli 2021 een ontwerp van beheersovereenkomst aan de Regering toe.

In afwijking van artikel 36, § 2, eerste lid, loopt de eerste beheersovereenkomst af op 30 juni 2023."

TITEL VI. — *Bepalingen inzake gezondheid*

Art. 48. In artikel 18 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheids promotie in de Franse Gemeenschap worden de woorden "31 december 2020" vervangen door de woorden "31 december 2021".

Art. 49. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de woorden "tot 31 december 2020" vervangen door de woorden "tot 31 december 2021".

TITEL VII. — *Bepalingen met betrekking tot de media*

Art. 50. In artikel 4, § 1, van het decreet van 22 oktober 2020 betreffende de steun voor onderzoeksjournalistiek in de Franse Gemeenschap wordt het bedrag "275.000 euro" vervangen door "500.000 euro".

TITEL VIII. — *Bepalingen met betrekking tot permanente opvoeding*

Art. 51. In het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding wordt een artikel 39/5 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Artikel 39/5. § 1. In afwijking van artikel 15 wordt de erkenning van verenigingen die hun erkenningsaanvraag voor een bepaalde periode in 2019 hebben ingediend en in 2020 een gunstige beslissing hebben ontvangen, met een jaar uitgesteld, zodat deze erkenningen betrekking hebben op de periode 2021-2023 in plaats van op de periode 2020-2022.

§ 2. In afwijking van artikel 9, lid 1, en artikel 14 worden de forfaitaire verhogingen die in 2019 zijn aangevraagd in het kader van een verlenging van de erkenning voor onbepaalde tijd en waarover in 2020 een gunstige beslissing is genomen, van kracht van 2021 tot 2025".

Art. 52. In hetzelfde decreet wordt een artikel 39/6 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Artikel 39/6. § 1. In afwijking van artikel 26 verleent de Regering voor het jaar 2021 geen nieuwe verhoging van het forfaitaire bedrag of wijziging van de as en/of de categorie van het forfaitaire bedrag.

§ 2. In afwijking van artikel 9, lid 1 en 14, wordt de erkenningsperiode die in de loop van het kalenderjaar 2020 afloopt, met een jaar verlengd tot een totaal van zes jaar, indien de vereniging om een wijziging verzocht heeft in een hogere forfaitaire categorie en/of as met nieuwe kosten als gevolg."

TITEL IX. — *Bepaling betreffende studietoelagen en -beurzen*

Art. 53. Studenten die niet-financieel aansprakelijk zijn verklaard, voor zover ze niet zijn verkregen door frauduleuze manoeuvres of valse of bewust onvolledige verklaringen, hebben definitief recht op de bedragen die ten onrechte zijn betaald door de *Direction des Allocations et Prêts d'Etudes de la Communauté française*, voor de academiejaren 2016-2017 tot en met 2019-2020.

Studenten die de studietoelage, verkregen voor de academiejaren 2016-2017 en 2017-2018, al geheel of gedeeltelijk hebben terugbetaald naar aanleiding van een verzoek tot terugvordering van de *Direction des Allocations et Prêts d'Etudes* vanwege hun niet-financiële aard, worden door de Franse Gemeenschap vergoed.

TITEL X. — *Bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs en het onderzoek*

Art. 54. In artikel 47, §§ 1 en 5, van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructures voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden de woorden "en 2020" vervangen door de woorden "tot 2021".

Art. 55. Aan artikel 1 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van het onderzoek in de universiteiten wordt een nieuw lid toegevoegd dat als volgt luidt:

"Met ingang van het jaar 2021 wordt een extra bedrag van 3.000.000 euro toegevoegd aan het op grond van de voorgaande leden verkregen bedrag. Vanaf het jaar 2022 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het in lid 5 bedoelde mechanisme."

Art. 56. Aan artikel 6, § 3, van bovengenoemd decreet van 30 januari 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt *d*) wordt geschrapt;

2° punt *e*) wordt geschrapt.

Art. 57. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 58. In artikel 40, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt een littera 13° toegevoegd, luidend als volgt:

"13° de Commissie voor gendergelijkheid in het hoger onderwijs (CoGES)".

TITEL XI. — *Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.*

Art. 59. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt punt 3 vervangen als volgt :

"3 – Voor het ambt van leraar:

a) Houder voor het betrokken ambt van een vereist bekwaamheidsbewijs : schaal 216.

In afwijking van het vorige lid, indien dit vereiste bekwaamheidsbewijs gebaseerd is op een masterdiploma en als pedagogisch bekwaamheidsbewijs van het onderwijs, hetzij de didactische finaliteit, ofwel de aggregatie van het hoger secundair onderwijs voor dit ambt heeft, en indien hij de houder is van het welslagen getuigschrift van de module van 60 lestijden opleiding inzake pedagogie van het kunstonderwijs op alle niveaus die door de Regering zijn vastgesteld : schaal 415.

b) Houder voor het betrokken ambt van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs : schaal 216 min één jaarlijkse verhoging".

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU),*

Art. 60. In het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen, in artikel 1, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "tijdens de schooljaren 2018-2019 tot 2020-2021" worden vervangen door de woorden "tijdens de schooljaren 2018-2019 tot 2021-2022";

2° de woorden "artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren," worden vervangen door de woorden "artikel 1.4.3-2, § 4, van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs en tot instelling van de gemeenschappelijke kern".

Art. 61. In hetzelfde decreet, in artikel 1, vierde lid, worden woorden "artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren," vervangen door de woorden "artikel 1.4.3-2, § 4, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern".

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de centra voor geavanceerde technologie.*

Art. 62. In het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie, in artikel 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "evenals de gegroepeerde basisopties gegroepeerd in het stelsel van de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen" worden ingevoegd tussen de woorden " gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan en alternerend" en de woorden " en de inrichtingen die de derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 organiseren";

2° de woorden "alsook de leerlingen van de laatste cyclus van het basisonderwijs en van de eerste graad van het secundair onderwijs" worden in fine toegevoegd na de woorden "Wat de toegang tot de centra voor geavanceerde technologie betreft, gaat het ook om de derde graad van het technisch onderwijs van de doorstromingsafdeling van het gewoon secundair onderwijs."

Art. 63. In hetzelfde decreet, in artikel 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, eerste streepje, worden de woorden "het vierde jaar in het CPU-systeem" toegevoegd vóór de woorden "de derde graad en de vierde graad";

2° In punt 1, tweede streepje, worden de woorden "het vierde jaar georganiseerd in het CPU-systeem en" toegevoegd vóór de woorden "de derde graad";

3° Er wordt een punt 12° ingevoegd, dat als volgt luidt

"12° "Sector" : de sectoren van het onderwijs zoals bepaald in artikel 13, § 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan."

Art. 64. In hetzelfde decreet, in artikel 4, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "Deze bedragen worden toegekend met inachtneming van artikel 61 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap" in fine toegevoegd;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden "op basis van een meerjarig investeringsplan dat in overleg tussen de CGT's van dezelfde sector is ontwikkeld" toegevoegd na de woorden "in het kader van hun opdrachten";

3° in § 1, derde lid, worden de woorden "Met uitzondering van de uitrusting die is aangekocht in het kader van de projecten vermeld in artikel 6, § 15, " toegevoegd voor de woorden "Die dubbele terbeschikkingstelling";

4° er wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het zesde lid en het zevende lid, luidend als volgt :

"Naast de in het vorige lid genoemde prioriteit zal bij de selectie zoveel mogelijk rekening gehouden met de volgende criteria:

- een rechtvaardige verdeling tussen de sectoren, waarbij de versnippering van de projecten wordt vermeden,
- een verdeling die rekening houdt met de aard van de uitrustingen en de in de voorgaande jaren toegewezen bedragen,
- de garantie van goede leeromstandigheden, ongeacht de betrokken opties en sectoren,
- de ondersteuning van nieuw gecreëerde opties met een aanzienlijke behoefte aan nieuwe uitrustingen of opties met een sterke groei in het gebruik,
- verbetering van de veiligheids- en hygiënevoorwaarden,
- de gebruiksgraad van de uitrusting,
- de naleving van de milieu- en veiligheidsnormen,
- innovatie op het gebied van milieu en pedagogie";

5° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3 De begunstigde instellingen zijn ertoe gehouden, voor de aankoop van de gesubsidieerde uitrusting, de regels voor de gunning van overheidsopdrachten na te leven.

Indien zij zich niet houden aan de regels voor de gunning van overheidsopdrachten, zijn zij verplicht de toegewezen bedragen in hun geheel terug te betalen, tenzij de Regering andere wijzen van terugbetaling vaststelt”.

Art. 65. In hetzelfde decreet, in artikel 6, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 14, tweede lid, wordt een punt 10° toegevoegd, luidend als volgt “10° het administratief en financieel beheer van de projecten bedoeld in § 15”;

2° er wordt een § 15 ingevoegd, luidend als volgt : «§ 15. De CGT's worden aangemoedigd om actief deel te nemen aan elk project dat een samenwerking tussen de onderwijswereld en het bedrijfsleven inhoudt, met als doel een toegevoegde waarde te geven aan de opleiding van leerlingen in de opties betrokken bij dit project.

In dit kader worden de CGT's toegelaten om uitrusting te ontvangen zonder dat deze het voorwerp uitmaakt van de jaarlijkse oproep tot projecten bedoeld in artikel 4, §1, derde lid”.

Art. 66. In hetzelfde decreet, in artikel 7, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2 worden de woorden “een bedrag van 150.000 euro” vervangen door de woorden “een bedrag van 160.000 euro”;

2° In § 3 worden de woorden “een bedrag van 1.150.000 euro” vervangen door de woorden “een bedrag van 1.140.000 euro”;

3° Er wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt : “6. Naast de bedragen bepaald in paragrafen 1 tot 5 wordt een jaarlijks minimumbedrag van 200.000 euro bestemd voor het onderhoud van de uitrustingen van CGT aangekocht overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede alinea.”;

4° een wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt : “§ 7 Naast de bedragen bepaald in paragrafen 1 tot 6 kent de Regering een jaarlijkse begroting toe die bestemd is voor de werking van projecten zoals bedoeld in artikel 6, § 15.”.

HOOFDSTUK IV – Bepalingen betreffende de examencommissies voor de selectie en evaluatie in het kader van de aanwervingsprocedures voor inspecteurs in vast verband en coördinerende inspecteurs.

Art. 67. In artikel 19 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt :

“Het mandaat van de leden van de examencommissie is onbezoldigd. Een financiële vergoeding kan evenwel toegekend worden aan de deskundige leden bedoeld in het eerste lid, 4°, volgens de nadere regels bepaald door de Regering”.

Art. 68. In artikel 28 van het bovenvermelde decreet wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt.

“Het mandaat van de leden van de examencommissie is onbezoldigd. Een financiële vergoeding kan evenwel toegekend worden aan de deskundige leden bedoeld in het eerste lid, 4°, volgens de nadere regels bepaald door de Regering”.

Art. 69. In artikel 54, § 4, van bovenvermeld decreet wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt :

“Het mandaat van de leden van de examencommissie is onbezoldigd. Een financiële vergoeding kan evenwel toegekend worden aan het deskundige lid bedoeld in het eerste lid, 4°, volgens de nadere regels bepaald door de Regering”.

Art. 70. In artikel 63, § 5, van bovenvermeld decreet wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt :

“Het mandaat van de leden van de examencommissie is onbezoldigd. Een financiële vergoeding kan evenwel toegekend worden aan het deskundige lid bedoeld in het eerste lid, 4°, volgens de nadere regels bepaald door de Regering”.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de leden van de examencommissies voor de kwalificatieproef op het einde van de opleiding voor arbeidsintegratie van de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst en de zonedirecteurs.

Art. 71. In de artikelen 67, § 3, en 82, § 3, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het derde en het vierde lid, luidend als volgt :

“ Het mandaat van de leden van de examencommissie is onbezoldigd. Een financiële vergoeding kan evenwel toegekend worden aan de deskundige leden bedoeld in het tweede lid, 3°, volgens de nadere regels bepaald door de Regering”.

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende de omkadering van scholen die opgericht moeten worden.

Art. 72. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de leden 4 tot 7 aan het einde van artikel 21^{quater} toegevoegd, luidend als volgt :

In afwijking van het eerste en het tweede lid kan een betrekking van Adjunct-directeur gecreëerd worden tijdens de periode van oprichting, zoals bepaald ofwel bij het besluit van de Regering betreffende de toelating tot de schoolsubsidies of bij beslissing van de Regering betreffende de oprichting van de school overeenkomstig artikel 6, § 2, met ingang van 1 oktober van het schooljaar waarin aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

- het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen is ten minste gelijk aan 375;

- het gemiddelde van de verschillen tussen het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober van een schooljaar en het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober van het voorafgaande schooljaar, die sinds de oprichting van de school zijn vastgesteld, is ten minsten gelijk aan 75.

Indien op 1 oktober van een schooljaar niet meer wordt voldaan aan één van de voorwaarden voorzien in het vorige lid, wordt de tewerkstelling vanaf die datum niet meer georganiseerd.

De betrekking gecreëerd in het vierde lid kan slechts aanleiding geven tot een definitieve benoeming, met inachtneming van de statutaire regels, indien de oprichtingsnorm bereikt werd overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid op 1 oktober van een schooljaar in het kader van het oprichtingsproces of overeenkomstig de bepalingen van artikel 22, §1, eerste en tweede lid, van dit decreet.

Art. 73. In artikel 22, § 5, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de woorden “van artikel 21^{quater} en” ingevoegd tussen de woorden “met uitzondering van” en “de bepalingen van artikel 16, § 2”.

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen die erop gericht zijn middelen te versterken voor de omkadering van scholen met een aanzienlijke verschil in prestaties onder het gemiddelde van de vergeleken scholen.

Art. 74. Artikel 1.5.2-13 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, wordt aangevuld als volgt :

“De identificatie van scholen met een aanzienlijk verschil in prestaties onder het gemiddelde van de vergeleken scholen in de zin van het eerste lid is vertrouwelijk. Elk lid van de diensten van de Regering, de Algemene Inspectiedienst, de Algemene Dienst voor de sturing van scholen en psycho-medisch-sociale centra, “Wallonie-Bruxelles-Enseignement”, de federaties van de inrichtende machten, het personeel en de inrichtende machten van de scholen en elke andere persoon die kennis heeft van deze identificatie, zijn in dit verband gehouden tot het beroepsgeheim. In geval van een overtreding is artikel 458 van het Strafrechtelijk wetboek van toepassing.

De bekendmaking van de identificatie van scholen met een aanzienlijk verschil in prestaties onder het gemiddelde van de vergeleken scholen vormt ook een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 1.7.3-3 van het Wetboek.

In afwijking van het derde en het vierde lid, na overleg te hebben gepleegd met de directeur, kan de inrichtende macht van een school besluiten de identificatie van haar school bekend te maken. Hij stelt de bevoegde zonedirecteur en, in voorkomend geval, zijn federatie van inrichtende machten daarvan in kennis”.

Art. 75. In artikel 1.5.2-17 van het Wetboek voor het Basis- en Secundair Onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 wordt het eerste alinea vervangen als volgt : “Binnen 20 kalenderdagen na de indiening van het voorstel van “aanpassingsmechanisme” analyseert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na overleg met de directeur, de inrichtende macht en, in voorkomend geval, de federatie van de inrichtende machten of het voorstel van “aanpassingsmechanisme” overeenstemt met de aanpassingsdoelstellingen bedoeld in artikel 1.5.2-15 en met de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14, volgens de door de Regering vastgestelde procedure en nadere regels. Dit overleg maakt het mogelijk om na te gaan of de gevraagde middelen zowel intern als extern toereikend en coherent zijn.”;

b) in paragraaf 1 wordt een lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt : “Bovendien voert de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst een analyse uit van het materiaal of de middelen die door de school in haar “aanpassingsmechanisme” aan de Regering worden gevraagd, met het oog op de mededeling ervan aan de Regering. Daartoe controleert de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst op voorhand of de gevraagde middelen tot de in artikel 1.5.2-15 bedoelde lijst behoren. Vervolgens past hij de volgende criteria toe:

1° de relevantie ten opzichte van tot de prioritaire acties;

2° de relevantie ten opzichte van de aanpassingsdoelstellingen;

3° hun samenhang met betrekking tot de steun of middelen die intern of extern worden gevraagd aan andere actoren dan de Regering overeenkomstig artikel 1.5.2-16, § 1, vierde lid.

4° de relevantie ten opzichte van de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14;

5° de relevantie ten opzichte van de indicatoren bedoeld in artikel 1.5.2-13;

1° alle andere criteria die in andere wetten of decreten zijn vastgesteld”;

c) paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Met uitzondering van deze van de scholen bedoeld in artikel 1.5.2-20 zendt de coördinerende afgevaardigde de analyse bedoeld in het derde lid aan de Regering toe voor alle scholen die in de loop van een schooljaar geïdentificeerd worden ten opzichte van de indicatoren bedoeld in artikel 1.5.2-13. Op basis van deze analyse en volgens de nadere regels die zij vaststelt, verdeelt de Regering de steun of middelen tussen de scholen en stelt zij de nadere regels voor deze verdeling vast. De toekenning van deze steun of middelen is afhankelijk van de sluiting van het samenwerkingsprotocol”;

d) in paragraaf 2, eerste alinea, worden de woorden “Als op het einde van deze analyse” vervangen door de woorden “Als op het einde van deze analyses”;

e) in paragraaf 3, eerste alinea, worden de woorden “of indien de gevraagde steun of middelen niet relevant zijn in het licht van de criteria bedoeld in § 1, derde lid” ingevoegd tussen de woorden “bedoeld in artikel 1.5.2-14” en de woorden “, doet de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met redenen omklede aanbevelingen”;

f) in paragraaf 3 wordt het derde lid aangevuld als volgt : “Hij voert ook een nieuwe analyse uit van de steun of middelen aangevraagd bij de Regering overeenkomstig paragraaf 1, derde lid. Op basis van deze analyse en volgens de nadere regels die zij vaststelt, wijst de Regering de steun of middelen toe en stelt zij de nadere regels voor deze toewijzing vast. De toekenning van deze steun of middelen is afhankelijk van de sluiting van het samenwerkingsprotocol”.

TITEL XII. — *Uitstel van de inwerkingtreding van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten met een jaar.*

Art. 76. In artikel 49, tweede lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten wordt het woord “2026” vervangen door het woord “2027”.

Art. 77. In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden “2021 tot 2023” vervangen door de woorden “2022 tot 2024”;

2° In het derde lid worden de woorden “2021 tot 2023” vervangen door de woorden “2022 tot 2024”;

3° In het vijfde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(a) Het woord “2024” wordt vervangen door het woord “2025”;

(b) Het woord “2023” wordt vervangen door het woord “2024”.

Art. 78. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden “2021 tot 2023” vervangen door de woorden “2022 tot 2024”;

2° In het derde lid worden de woorden “2021 tot 2023” vervangen door de woorden “2022 tot 2024”;

3° In het vierde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- (a) Het woord "2024" wordt vervangen door het woord "2025";
- (b) Het woord "2023" wordt vervangen door het woord "2024".

Art. 79. In artikel 59 van hetzelfde decreet wordend de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "2024 tot 2026" vervangen door de woorden "2025 tot 2027";

2° In het derde lid worden de woorden "2024 tot 2026" vervangen door de woorden "2025 tot 2027";

3° In het vijfde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- (a) Het woord "2027" wordt vervangen door het woord "2028";
- (b) Het woord "2026" wordt vervangen door het woord "2027".

Art. 80. In artikel 60 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "2025 tot 2027" vervangen door de woorden "2026 tot 2028";

2° In het derde lid worden de woorden "2025 tot 2027" vervangen door de woorden "2026 tot 2028";

3° In het vijfde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- (a) Het woord "2028" wordt vervangen door het woord "2029";
- (b) Het woord "2027" wordt vervangen door het woord "2028".

Art. 81. In artikel 61 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "2024 tot 2026" vervangen door de woorden "2025 tot 2027";

2° In het derde lid worden de woorden "2024 tot 2026" vervangen door de woorden "2025 tot 2027";

3° In het vierde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- (a) Het woord "2027" wordt vervangen door het woord "2028";
- (b) Het woord "2026" wordt vervangen door het woord "2027".

Art. 82. Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 64. – Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen wordt aangevuld als volgt :

"Vanaf het begrotingsjaar 2025 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van artikel 58, vierde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2028 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van de artikelen 59, vijfde lid en 61, vierde lid van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2029 wordt een bedrag vastgesteld met toepassing van artikel 60, vijfde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden".

Art. 83. Artikel 65 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 65. - Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Vanaf het academiejaar 2022-2023 zijn de opleidingen die worden georganiseerd op het gebied 10bis, zoals bepaald in artikel 83 van het Landschapsbesluit, gerangschikt in groep G.""

Art. 84. Artikel 66 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 66. - Artikel 17, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : " In verband met het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden de volgende afwijkingen toegepast op de berekeningswijzen bedoeld in de vorige leden:

1° voor de academiejaren 2022-2023 tot 2024-2025, voor de Hogescholen, die in co-diploma de eerste cyclus van de afdelingen 1 tot 3 van de initiële opleiding van leerkrachten organiseren, wordt het aantal studenten ingeschreven in de eerste cyclus van afdelingen 1 tot 3 in gebied 10bis en in de cursus van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs of van onderwijzer lager of voorschoolsonderwijs in gebied 10 vervangen, voor elke betrokken hogeschool, door het gemiddelde aantal studenten ingeschreven voor de bachelor van geaggregeerde lager secundair onderwijs of van onderwijzer lager of voorschoolsonderwijs in gebied 10 tijdens de academiejaren 2019-2020 tot 2021-2022. De studenten van de eerste cyclus in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10bis worden dus alleen in aanmerking genomen vanaf inschrijvingen tijdens het academiejaar 2025-2026, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2027;

2° het aantal masterstudenten gespecialiseerd in de leerkrachtenopleiding georganiseerd in co-diplomering, wordt slechts in aanmerking genomen vanaf het academiejaar 2023-2024, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2025;

3° het aantal studenten in de tweede cyclus van afdelingen 1 tot 3 wordt alleen in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen voor het academiejaar 2026-2027;

4° het aantal studenten ingeschreven voor de opleiding die leidt tot de academische graad master geaggregeerde van het onderwijs afdeling 4 wordt slechts in aanmerking genomen vanaf het academiejaar 2026-2027;

5° het aantal masterstudenten gespecialiseerd in het onderwijs van de afdelingen 1 tot en met 3 wordt alleen in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen van het academiejaar 2027-2028, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten van de begroting 2029.

De berekening van de driejaarlijkse gemiddelden voor de studenten bedoeld in het vorige lid, 2° tot 5°, omvat, voor de twee jaar voorafgaand aan het eerste jaar van hun opname in de berekening van de eenheden van onderwijsopdrachten, het aantal studenten ingeschreven voor het eerste jaar van de organisatie van de studiecycclus."

Art. 85. Artikel 68 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 68. – In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 3quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3quinquies. Naar aanleiding van het decreet van 7 februari 2019 tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten, worden de volgende bedragen toegevoegd aan het variabele deel bedoeld in § 2:

- vanaf het begrotingsjaar 2025, een bedrag met toepassing van artikel 58 van het bovenvermelde decreet van 7 februari 2019;

- vanaf het begrotingsjaar 2025, de bedragen met toepassing van artikel 57, vijfde lid, en artikel 58, vierde lid, van voormeld decreet van 7 februari 2019;

- vanaf het begrotingsjaar 2028 een bedrag met toepassing van artikel 59, vijfde lid, en artikel 61, vierde lid, van voormeld decreet van 7 februari 2019;

- met ingang van het boekjaar 2029, een bedrag met toepassing van artikel 60, vijfde lid, van bovenvermeld decreet van 7 februari 2019";

2) in § 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt aangevuld als volgt : "In afwijking hiervan worden de studenten die ingeschreven zijn in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10bis slechts in het begrotingsjaar in aanmerking genomen:

- 2024 voor studenten voor specialisatiemaster in de leerkrachtenopleiding;

- 2025 voor studenten van de eerste cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële opleiding van leerkrachten en specialisatiemasterstudenten in de opleiding van leerkrachten;

- 2028 voor de studenten van de tweede cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële leerkrachtenopleiding en voor studenten in een opleiding die leidt tot een academische graad van geaggregeerde master van het onderwijs afdeling 4;

- 2029 voor specialisatiemasterstudenten in het onderwijs afdelingen 1 tot 3;

b) § 5 wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

" Voor de berekening van de in het derde lid bedoelde vierjaargemiddelden, worden de aantallen studenten in de afdelingen 1 tot en met 3 van gebied 10a die in aanmerking worden genomen voor de jaren voorafgaand aan het jaar van integratie in de berekening, zoals bepaald in afwijking van het eerste lid, vastgesteld op de aantallen studenten die zijn ingeschreven in het eerste jaar van de organisatie van de studiecycclus. "

Art. 86. Artikel 69 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 69. - Artikel 29bis van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "Vanaf het academiejaar 2021-2022 wordt een wegingscoëfficiënt van 1,45 toegepast op de financieel in aanmerking komende studenten die ingeschreven zijn in gebied 10bis."

Art. 87. Artikel 72 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 72. - § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2022-2023 ingeschreven zijn in de cursus van de bachelor voorschoolse onderwijzer, bachelor onderwijzer lager onderwijs, bachelor geaggregeerd voor het lager secundair onderwijs of bacheloropleiding muziek, vervolledigen deze cursus tijdens de academiejaren 2022 -2023 en 2023-2024.

§2. Indien op het einde van het academiejaar 2023-2024 de in § 1 bedoelde studenten niet de academische graad behaald hebben die overeenkomt met deze cursus, beschikken zij over de academiejaren 2024-2025 en 2025-2026 om de ontbrekende onderwijseenheden te verwerven.

Als ze op het einde van het academiejaar 2025-2026 niet de academische graad hebben behaald die overeenkomt met de gevolgde opleiding, zetten ze hun studies voort in de cursus zoals bepaald in dit decreet. De overheden van de instelling definiëren de verworven onderwijseenheden die worden gewaardeerd als onderdeel van deze nieuwe cursus.

Voor de succesvolle afronding van studies, zullen instellingen die ten minste één van de opleidingen organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel gedurende het academiejaar 2021-2022, de organisatie van elk van de georganiseerde opleidingen voortzetten tot het einde van het academiejaar 2025 -2026 op voorwaarde dat ten minste één student die vóór het academiejaar 2022-2023 in zijn instelling is ingeschreven, bij deze organisatie betrokken is."

Art. 88. Artikel 73 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 73. - § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2025-2026 ingeschreven zijn in het curriculum van geaggregeerde hoger secundair onderwijs georganiseerd volgens de nadere regels bepaald door het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs of bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, voleindigen deze cursus tijdens het academiejaar 2025-2026.

§ 2. Indien aan het einde van het academiejaar 2025-2026 de studenten die betrokken zijn bij de bepaling bedoeld in § 1 van dit artikel niet de academische graad behaald hebben die overeenstemt met deze cursus, hebben zij het academiejaar 2026 - 2027 om de ontbrekende onderwijseenheden te verwerven.

Als ze aan het einde van het academiejaar 2026-2027 niet de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs hebben behaald, zetten ze hun studies voort in het curriculum zoals bepaald bij dit decreet. De academische overheden bepalen de verworven onderwijseenheden die worden gewaardeerd als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle voltooiing van studies, wordt in de instellingen die de opleiding organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel tijdens het academiejaar 2024-2025, de organisatie van deze opleiding voortgezet tot het einde van het academiejaar 2026-2027, op voorwaarde dat minstens één student ingeschreven in hun instelling vóór het academiejaar 2025-2026 door deze organisatie getroffen is. "

Art. 89. Artikel 74 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 74. - § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2025-2026 zijn ingeschreven in een cursus van de tweede cyclus met didactische finaliteit, georganiseerd volgens de nadere regels bepaald in artikel 70, § 2, van het Landschapsdecreet, voltooiën deze cursus tijdens de academiejaren 2025- 2026 en 2026-2027.

§ 2. Indien aan het einde van het academiejaar 2026-2027 de studenten die betrokken zijn bij de bepaling bedoeld in § 1 van dit artikel niet de academische graad behaald hebben die overeenstemt met deze cursus, hebben zij het academiejaar 2027-2028 om de ontbrekende onderwijseenheden te verwerven.

Als ze aan het einde van het academiejaar 2027-2028 de beoogde academische graad niet hebben behaald, zetten ze hun studie voort in het curriculum zoals bepaald voor de master in onderwijs afdeling 4 bij dit decreet. De academische overheden bepalen de verworven onderwijseenheden die worden gewaardeerd als onderdeel van dit nieuwe curriculum.

Voor de succesvolle voltooiing van de studies zetten de instellingen die de opleiding organiseren waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel gedurende het academiejaar 2024-2025 de organisatie van deze opleiding voort tot het einde van het academiejaar 2027-2028, op voorwaarde dat ten minste één student ingeschreven in hun instelling vóór het academiejaar 2025-2026 door deze organisatie getroffen is."

Art. 90. In artikel 77, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "2031-2032" vervangen door de woorden "2032-2033".

Art. 91. In artikel 78 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden "2024-2025" worden vervangen door de woorden "2025-2026";

2° De woorden "2021-2022" worden vervangen door de woorden "2022-2023".

Art. 92. In artikel 79 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden "2026-2027" worden vervangen door de woorden "2027-2028";

2° De woorden "2024-2025" worden vervangen door de woorden "2025-2026".

Art. 93. In artikel 82 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden "2026-2027" worden vervangen door de woorden "2027-2028";

2° De woorden "2023-2024" worden vervangen door de woorden "2024-2025".

Art. 94. In artikel 84 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden "2024-2025" worden vervangen door de woorden "2025-2026";

2° De woorden "2021-2022" worden vervangen door de woorden "2022-2023".

Art. 95. In artikel 88 van hetzelfde decreet worden de woorden "2024-2025" vervangen door de woorden "2025-2026".

Art. 96. In artikel 96 van hetzelfde decreet wordt het woord "2025" vervangen door het woord "2026".

Art. 97. In artikel 97 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(a) De woorden "2021-2022" worden vervangen door de woorden "2022-2023";

(b) De woorden "2022-2023" worden vervangen door de woorden "2023-2024";

2° In het tweede lid worden de woorden "2022-2023" vervangen door de woorden "2023-2024";

3° In het derde lid worden de woorden "2024-2025" vervangen door "2025-2026";

4° In het vierde lid worden de woorden "2024-2025" vervangen door "2025-2026";

5° In het vijfde lid worden de woorden "2021-2022" vervangen door de woorden "2022-2023".

Art. 98. In artikel 98 van hetzelfde decreet worden de woorden "2025-2026" vervangen door de woorden "2026-2027".

Art. 99. In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de woorden "2021-2022" vervangen door de woorden "2022-2023".

Art. 100. In artikel 100 van hetzelfde decreet worden de woorden "2019-2020" vervangen door de woorden "2020-2021".

Art. 101. In artikel 101 van hetzelfde decreet worden de woorden "voor het academiejaar 2021-2022" vervangen door de woorden "vanaf het academiejaar 2022-2023".

Art. 102. In artikel 88, § 2, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid wordt de verplichting om studiecycli van het korte type in de gebieden 10 en 23 bedoeld in artikel 83, § 1, mede te organiseren, en alleen voor de gebieden die verband houden met de initiële opleiding van leerkrachten, van kracht vanaf het academiejaar 2022-2023".

Art. 103. In artikel 108, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "Voor de academiejaren 2019-2020 en 2020-2021" vervangen door "Voor de academiejaren 2019-2020, 2020-2021 en 2021-2022".

TITEL XIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 104. Dit decreet treedt in werking op de datum van afkondiging en bekrachtiging, met de volgende uitzonderingen:

- de hoofdstukken 3 tot 7 van titel 1 die op 1 december 2020 in werking treden;
- de artikelen 31 en 33 die met ingang van 1 oktober 2020 uitwerking hebben;
- de artikelen 32, 34 en 35 die met ingang van 1 september 2020 uitwerking hebben;
- artikel 36 dat met ingang van 1 oktober 2020 uitwerking heeft;
- artikel 50 dat met ingang van 31 augustus 2020 uitwerking heeft;
- artikel 51 dat met ingang van 30 september 2020 uitwerking heeft;
- Titel 11 en de artikelen 74 en 75, die op 1 januari 2021 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 9 december 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op
« Wallonie-Bruxelles Enseignement »,
Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan
de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 147-1. – Advies ingediend namens de Commissie voor Hoger onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Sport, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en de Promotie van Brussel, nr. 147-2. - Advies ingediend namens de Commissie Onderwijs, nr. 147-3. - Advies ingediend namens de Commissie Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, nr. 147-4. - Amendementen in commissie, nr. 147-5. - Commissieverslag, nr. 147-6. - Tijdens de commissie aangenomen tekst, nr. 147-7. - Vergaderingsamendementen, nr. 147-8. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 147-9
Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 9 december 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/44489]

17 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française élargissant la période de validité des mesures d'adaptation des motifs d'absence des enfants et de révision de la participation financière parentale aux milieux d'accueil dans le cadre de la crise du COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, l'article 7, alinéa 1^{er}, 2^o ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2020 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'urgence, motivée par la nécessité, compte tenu du nécessaire durcissement des normes sanitaires et des mesures de confinement prises par la ministre de l'Intérieur, de clarifier, dans les meilleurs délais, la situation des parents et des milieux d'accueil en prolongeant certaines mesures de soutien ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 129/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, les termes « et pendant la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 2020 » sont remplacés par les termes « et pendant la période du 1^{er} octobre 2020 au 28 février 2021 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2020.

Art. 3. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD